



Dossier de consultation



Août 2025



# Révision de la carte inter-communal Entre Loire et Morvan

## Montambert

### 2a – Évaluation environnementale



**Rédaction** : Donna BERTRAND

**Cartographie** : Donna BERTRAND



Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - [www.mosaique-environnement.com](http://www.mosaique-environnement.com)

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

# Sommaire

<b>Chapitre 1. Présentation générale .....</b>	<b>1</b>
1.1. Contexte.....	3
1.2. Présentation du projet initial .....	3
1.3. Évolutions de la carte intercommunale .....	6
1.4. La démarche d'évaluation environnementale .....	7
<b>Chapitre 2. Articulation avec les autres plans et programmes.....</b>	<b>9</b>
2.1. Préambule.....	11
2.2. La hiérarchie des normes .....	11
2.3. L'analyse de l'articulation avec les plans et programmes.....	12
<b>Chapitre 3. Profil environnemental et synthèse des enjeux .....</b>	<b>17</b>
3.1. Un référentiel pour l'évaluation .....	19
3.2. Synthèse des caractéristiques et enjeux .....	20
<b>Chapitre 4. Incidences du projet initial sur l'environnement et la santé humaine .....</b>	<b>29</b>
4.1. Méthodologie d'évaluation.....	31
4.2. Utilisation économe des espaces naturels, préservation des espaces agricoles et forestiers .....	33
4.3. Protection du patrimoine naturel et de la fonctionnalité des écosystèmes .....	34
4.4. Protection, restauration et mise en valeur des paysages, des patrimoines bâtis et culturels .....	36
4.5. Préservation de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques, respect du cycle de l'eau.....	38
4.6. Prévention et réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et technologiques et de protection de la population vis-à-vis de ces risques.....	40
4.7. Réduction des pollutions et nuisances .....	41
4.8. Réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES .....	44
4.9. Présentation du projet final.....	45
4.10. Conclusion .....	55
<b>Chapitre 5. Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 .....</b>	<b>57</b>
5.1. Le réseau Natura 2000 .....	59
5.2. Les sites Natura 2000 à Montambert.....	59
5.3. Évaluation des incidences du projet sur Natura 2000 .....	61
<b>Chapitre 6. Synthèse des mesures pour éviter, réduire ou compenser .....</b>	<b>63</b>
<b>Chapitre 7. Dispositifs de suivi.....</b>	<b>67</b>
<b>Chapitre 8. Méthodes utilisées.....</b>	<b>71</b>
8.1. Un outil d'aide à la décision .....	73
8.2. Synthèse des méthodes .....	73

## Table des cartes

Carte 1. Localisation du site de projet à Montambert .....	4
Carte 2. Présentation du projet ( <i>source : porteur de projet</i> ) .....	5
Carte 3. Carte intercommunale pour Montambert centrée sur la zone de projet .....	6
Carte 4. Topographie .....	22
Carte 5. Géologie .....	23
Carte 6. Occupation du sol .....	24
Carte 7. Cours d'eau et plans d'eau.....	25
Carte 8. Milieux naturels .....	26
Carte 9. Trame verte et bleue à l'échelle du projet .....	27
Carte 10. Nuisances et pollutions .....	28
Carte 11. Présentation du projet finalisé .....	46
Carte 12. Sites Natura 2000 .....	61

## Table des tableaux

Tableau 1. Synthèse des caractéristiques et enjeux de la zone de projet .....	20
Tableau 2. Grille d'évaluation et critères .....	32
Tableau 3. Synthèse des mesures ERC .....	65
Tableau 4. Dispositif de suivi .....	69

## Table des photographies

Photographie 1. Site de projet ( <i>Mosaïque Environnement</i> ) .....	5
Photographie 2. Équipements existants ( <i>Mosaïque Environnement</i> ) .....	34
Photographie 3. Vue sur le bord Sud de l'étang depuis le nord ( <i>Mosaïque Environnement</i> ) .....	35
Photographie 4. Vue du site depuis la route départementale ( <i>Mosaïque Environnement</i> ) .....	37
Photographie 5. Extrait de l'analyse des zones humides réalisée sur la zone de projet .....	39
Photographie 6. Cheminements existants ( <i>Mosaïque Environnement</i> ) .....	43
Photographie 7. Futur espace de stationnement ( <i>Mosaïque Environnement</i> ) .....	43
Photographie 8. Ligne aérienne moyenne tension sur la zone d'étude ( <i>Mosaïque Environnement</i> ) .....	43





# Chapitre 1. Présentation générale





## 1.1. Contexte

Située dans le département de la Nièvre, la commune de **Montambert** compte **119** habitants pour une superficie de plus de **2600 ha** (INSEE 2021). Elle est membre de la communauté de communes Bazois Loire Morvan. La commune de Montambert est couverte par une carte communale.

Il s'agit toutefois d'un dossier conséquent regroupant 9 cartes communales, relativement anciennes. Ainsi, l'ancienne communauté de commune « Entre Loire et Morvan » dispose d'une **Carte Intercommunale** approuvée le 7 Avril 2016, regroupant les communes de Fours, Isenay, Montambert, la Nocle-Maulaix, Saint-Gratien-Savigny, Saint-Hilaire-Fontaine, Saint Seine, Ternant et Thaix.

Sur la commune, un porteur de projet privé y résidant depuis 2019 souhaite développer un projet de **parc résidentiel de loisirs** pour l'implantation de **logements insolites** sur les bords d'un étang privé en lien avec le tourisme et l'activité de pêche.

Le secteur concerné n'est actuellement pas constructible au sein de la carte inter-communale de la communauté de communes « Entre Loire et Morvan ». L'objectif de la procédure est de permettre la constructibilité de seulement quelques secteurs du terrain afin d'accueillir ce projet touristique et de loisirs attractif pour ce territoire rural relativement isolé.

Il a été décidé, conjointement aux services de l'État, de réaliser un **additif au rapport de présentation** qui soit spécifique au projet de création de zone constructible. Il sera nécessaire de reprendre le plan de zonage de la commune de Montambert afin de rendre constructible le secteur lié au projet.

## 1.2. Présentation du projet initial

Le site du projet se localise sur la façade Sud de la commune de Montambert, au lieu-dit « La Gravelle », le long de la RD 30, plus communément appelée Route de Bruyère Denis. La zone de projet correspond à un terrain privé, en partie aménagé, occupé par un étang, des espaces herbacés (pâturage par des chevaux) et arborés, le long du ruisseau notamment.

Le porteur de projet privé, y résidant depuis 2019, souhaite développer un projet de parc résidentiel de loisirs pour l'implantation de logements insolites sur les bords d'un étang privé en lien avec le tourisme et l'activité de pêche, déjà existante. À savoir que le site est actuellement déjà anthropisé avec l'aménagement de sentiers, la présence d'un kiosque et de dalles béton pour l'implantation de caravanes.

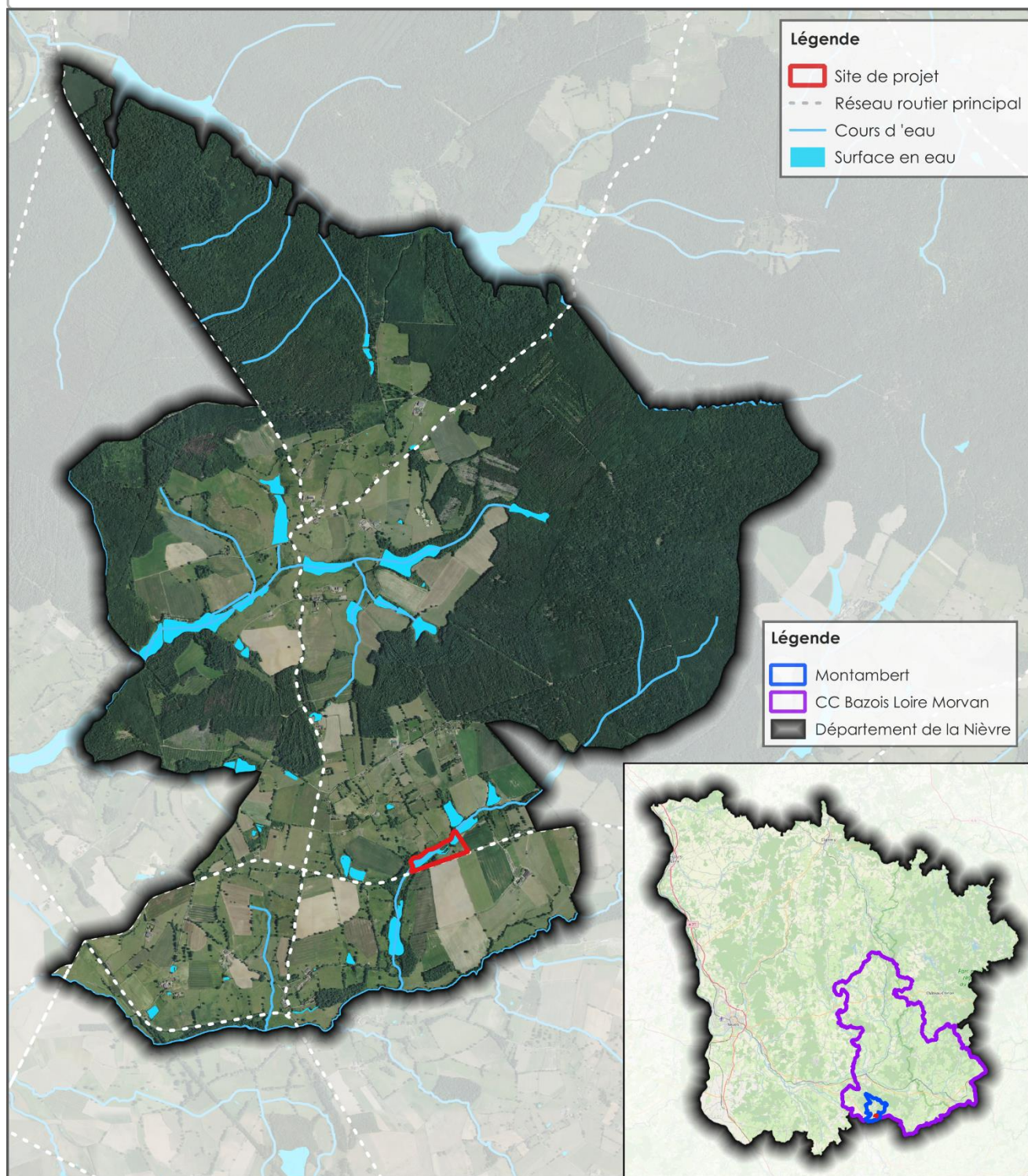
Ce projet d'hébergements insolites propose un cadre naturel exceptionnel en bord d'étang, offrant une expérience immersive au cœur de la nature.

Le projet expose, ainsi, la volonté de créer :

- **Deux logements de pêche** avec des capacités d'accueil différentes (2 personnes et 4 personnes) ;
- **Deux « panorabanes »**, de capacité d'accueil de 2 personnes, sur l'eau dont une avec un accès handicapé ;
- **Une aire de stationnement** en entrée directe du site ;
- **Un hébergement insolite** avec passerelle ;
- **Quelques sentiers supplémentaires** pour accéder aux espaces d'hébergement avec des véhicules.

# Situation géographique

Commune de Montambert



Source : BD TOPO 2025

Fond : © Contributeurs d'OpenStreetMap © Bing Satellite

Réalisation : 28/03/2025

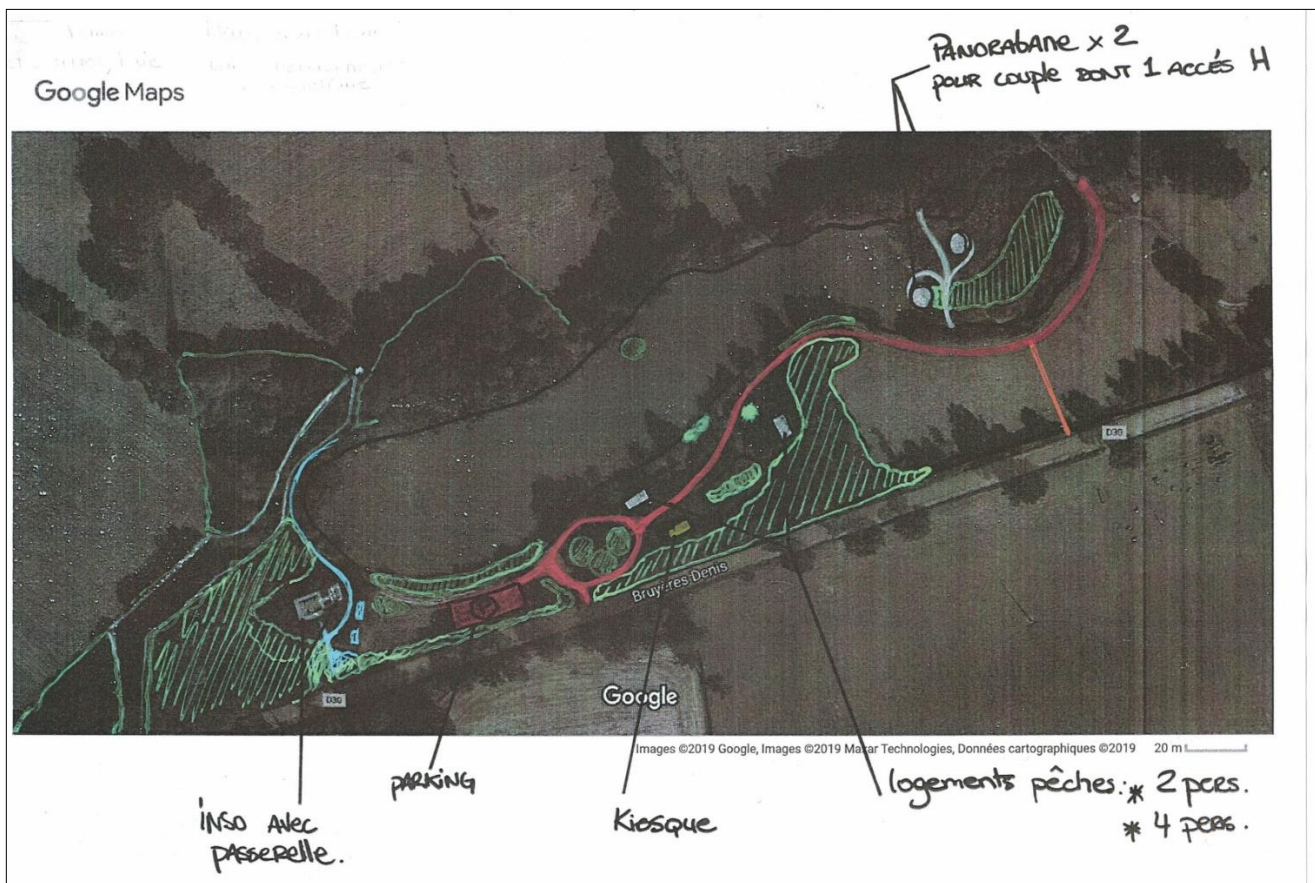


Echelle 1:40 000



Carte 1. Localisation du site de projet à Montambert





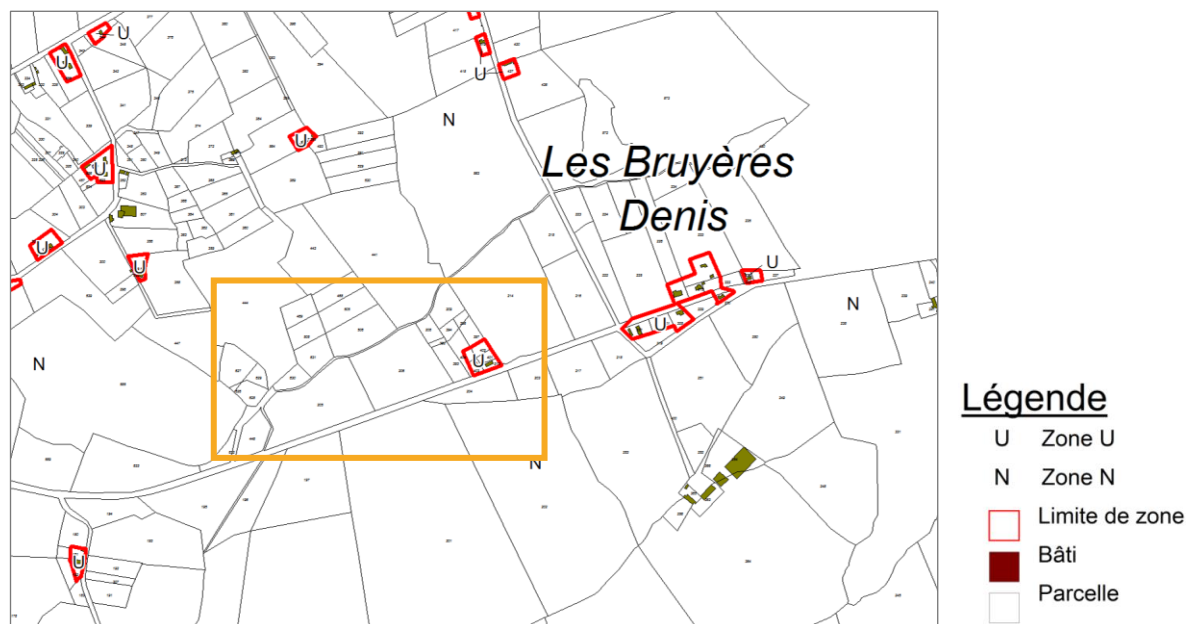
Carte 2. Présentation du projet (source : porteur de projet)



Photographie 1. Site de projet (Mosaïque Environnement)

## 1.3. Évolutions de la carte intercommunale

Actuellement, la zone de projet se trouve en secteur inconstructible à l'exception d'une petite partie au sud-est, classée en constructible et correspondant à une maison d'habitation, son jardin et ses annexes.



Carte 3. Carte intercommunale pour Montambert centrée sur la zone de projet

Dans le cadre de cette procédure, pour réaliser le projet d'hébergement insolite à vocation touristique et de loisirs, il est question de faire évoluer la carte intercommunale concentrée sur la commune de Montambert en délimitant de **petits secteurs d'implantation** pour la réalisation des hébergements.

Par ailleurs, la carte intercommunale ne peut figer l'occupation du sol sur les secteurs de constructibilité dans le sens où elle se réfère au Règlement National d'Urbanisme (RNU), et non à un règlement dédié à la spécificité de son territoire. Ainsi, afin de figer l'occupation du sol pour de l'activité touristique et de loisirs, ces secteurs de constructibilité seront indexés pour permettre uniquement des constructions à vocation d'activité touristique, selon l'article R161-5 : "Le ou les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées."



## 1.4. La démarche d'évaluation environnementale

### 1.4.1. Cadre réglementaire

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) avait introduit, dans le rapport de présentation de chaque document d'urbanisme, une analyse de l'état initial de l'environnement et une évaluation des incidences des orientations sur l'environnement (article R.123 du code de l'urbanisme). La directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a introduit les outils et méthodes de l'évaluation environnementale.

Le décret du 13 octobre 2021, pris en application de la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) du 7 décembre 2020 étend le champ d'application de l'évaluation environnementale à toutes les procédures de révision des documents d'urbanisme. Les objectifs principaux d'une telle démarche sont de :

- fournir les **éléments de connaissance** environnementale utiles à l'élaboration du plan ;
- favoriser la **prise en compte des enjeux** environnementaux dans le cadre du plan et assurer ainsi un niveau élevé de protection de l'environnement en contribuant à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption du plan ;
- vérifier sa **cohérence** avec les obligations réglementaires et autres plans et programmes ;
- **évaluer chemin faisant les impacts** du programme sur l'environnement et, au besoin, proposer des mesures visant à l'améliorer ;
- contribuer à la **transparence des choix** et la consultation du public. Il s'agira notamment de mettre en évidence des points de progrès (impacts positifs) et effets négatifs pressentis au travers du plan ;
- **préparer le suivi** de la mise en œuvre du plan afin de pouvoir en mesurer l'efficacité au regard des objectifs fixés, que ce soit « chemin faisant » ou à son terme.

L'évaluation environnementale vise à s'assurer que les orientations prises vont contribuer à améliorer la qualité de l'environnement et respecter les engagements européens, nationaux et régionaux en matière d'environnement et de développement durable.

Le présent document correspond au rapport environnemental de la révision de la carte intercommunale centrée sur la commune de Montambert, et en particulier sur la zone de projet.

### 1.4.2. Contenu de l'évaluation environnementale

En matière de document d'urbanisme, l'évaluation environnementale a été fixée par le décret du Décret du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme modifié par le décret du 18 décembre 2015.

Le nouvel article R104-11 modifié par Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 prévoit que :

***1.-Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :***

*1° De leur élaboration ;*

*2° De leur révision :*

*a) Lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;*

*b) Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;*

c) Dans tous les autres cas où une révision est requise en application de l'article L. 153-31, sous réserve des dispositions du II.

Le code de l'urbanisme prévoit que les éléments relatifs à l'évaluation environnementale soient intégrés dans le rapport de présentation et le complètent.

L'article R.151-3 du code de l'urbanisme définit le contenu du rapport environnemental accompagnant les documents d'urbanisme faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

**Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :**

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles [L. 131-4](#) à L. 131-6, [L. 131-8](#) et [L. 131-9](#) avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'[article L. 414-4 du code de l'environnement](#) ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article [L. 151-4](#) au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article [L. 153-27](#) et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article [L. 153-29](#). Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Pour en faciliter la lecture, le rapport environnemental a été construit selon le même ordonnancement. Cela permet notamment de garantir la complétude du dossier et de retrouver plus facilement chacune des pièces qui le composent.



## Chapitre 2. Articulation avec les autres plans et programmes





## 2.1. Préambule



### Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation : 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

Les documents d'urbanisme obéissent à une organisation hiérarchique, en le sens qu'ils doivent intégrer les orientations d'autres documents dits supérieurs (ou documents supra). Ils doivent ainsi respecter des règles qui leur sont imposées par les lois et règlements et les orientations d'autres documents dits de rang supérieur (ou documents supra).

Ces derniers sont :

- soit l'expression de politiques sectorielles (Schéma Régional des Carrières, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Plan de Gestion des Risques d'Inondation, etc.) ;
- soit des stratégies issues d'un document d'aménagement d'un échelon supérieur, tels que le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

## 2.2. La hiérarchie des normes

Cette hiérarchie entre les documents s'est construite autour de 2 rapports d'opposabilité respectant le principe de libre administration des collectivités territoriales :

- **la compatibilité**, qui implique de respecter l'esprit de la règle c'est-à-dire que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application de celles du document de rang supérieur. Ainsi, un document d'urbanisme est considéré comme compatible avec un SCoT : s'il n'est pas contraire aux orientations et objectifs du SCoT, s'il contribue, même partiellement, à sa réalisation ; s'il permet de mettre en œuvre les objectifs de l'armature territoriale établie par le SCoT, s'il ne fait pas obstacle à l'application des dispositions du SCoT ;
- **la prise en compte** qui induit de ne pas s'écarter de la règle, c'est-à-dire de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document et de motiver toute disposition contraire.

Elle est envisagée dans une logique de précision progressive des orientations entre documents d'échelles de plus en plus précises.

Depuis la loi portant Engagement National pour l'Environnement, dans les territoires couverts par un SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale), les documents supra qui lui sont opposables ne le seront plus directement aux PLU(i), aux documents en tenant lieu et aux cartes communales.

Le SCoT est chargé d'intégrer les documents de planification supérieurs (SDAGE, SAGE, SRCE, SRADDET) et devient ainsi le document pivot : on parle de **SCoT intégrateur**, ce qui permet aux PLU/PLUi et cartes communales de ne se référer juridiquement qu'à lui.

Dans le cas de la carte intercommunale centrée sur la commune de Montambert, le territoire n'est couvert par **aucun SCoT**. En effet, le **SCoT Nivernais Morvan** est en cours d'élaboration. Le 25 juin 2024, le conseil communautaire a approuvé le projet de périmètre et la création du syndicat mixte chargé de porter ce SCoT. La carte doit ainsi démontrer formellement sa compatibilité ou la prise en compte des documents de rang supérieur.

L'identification des plans et programmes retenus pour l'analyse de l'articulation avec la carte a été basée sur les articles L.131-4, L.131-5 et R151-3 du Code de l'Urbanisme, l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme, et l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Les plans et programmes retenus pour l'analyse de l'articulation avec la carte sont :

- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Égalité des Territoires (**SRADDET**) de **Bourgogne-Franche-Comté** approuvé le 16 septembre 2020.
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SDAGE**) du **bassin Loire-Bretagne** pour la période 2022-2027, approuvé le 18 mars 2022.
- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (**PGRI**) du **bassin Loire-Bretagne** pour la période 2022-2027, approuvé le 15 mars 2022.
- Le Schéma Départemental des Carrières (**SDC**) de la **Nièvre** approuvé le 21 décembre 2015.
- Le Plan régional santé environnement (**PRSE**) de **Bourgogne-Franche-Comté** 2023-2027.

## 2.3. L'analyse de l'articulation avec les plans et programmes

### 2.3.1. Les objectifs de la carte intercommunale

Historiquement, en raison du fait que les neuf communes de l'ancienne communauté de communes Entre Loire et Morvan ne possédaient aucun document d'urbanisme, et considérant l'intérêt pour chacune d'elle d'élaborer une carte communale, avec la volonté de la communauté de communes **d'organiser et de clarifier l'évolution et le développement** de celles-ci en matière d'urbanisme, la collectivité Entre Loire et Morvan a mis en place ce document intercommunal d'urbanisme, qu'est la carte intercommunale approuvée le **7 avril 2016**.

Les objectifs étaient les suivants :

- Organiser et clarifier le développement urbain, les communes ne disposant d'aucun document d'urbanisme.
- Mettre en place un document intercommunal d'urbanisme pour harmoniser les pratiques et répondre aux évolutions réglementaires, économiques et sociales.
- Permettre une meilleure gestion du territoire en définissant à l'avance les zones de développement et d'implantation des constructions.
- Améliorer la lisibilité de la situation juridique des terrains en identifiant clairement les secteurs constructibles et non constructibles (sauf exception).
- Renforcer le développement durable en s'inscrivant dans les principes des lois SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) et de l'environnement (ENGEP 2010).
- Lever la règle de constructibilité limitée en permettant aux communes de ne plus être soumises à cette règle (article L 111-1-2 du Code de l'urbanisme).
- Faciliter la délivrance des permis de construire qui peuvent être délivrés par le président de la communauté de communes, et non plus par l'État, si la communauté le décide.

Approuvée le 7 avril 2016, la carte intercommunale était compatible avec les plans et programmes en vigueur de l'époque.



### 2.3.1. La révision de la carte intercommunale

Aujourd'hui, la raison de la révision de la carte est le souhait d'un porteur de projet privé, résidant à Montambert depuis 2019, de développer un projet de parc résidentiel de loisirs pour l'implantation de logements insolites sur les bords d'un étang privé en lien avec le tourisme et l'activité de pêche. Le secteur concerné n'est actuellement pas constructible au sein de la carte inter-communale de la communauté de communes « Entre Loire et Morvan ».

L'objectif est alors de permettre la constructibilité de seulement quelques secteurs du terrain afin d'accueillir ce projet touristique et de loisirs attractif pour ce territoire rural relativement isolé.

Pour cela, la révision de la carte est engagée. L'objectif de la commune de Montambert n'est pas de modifier la carte intercommunale en matière de développement de logements, mais seulement d'ajouter un **nouvel objectif de développement touristique particulier**.

Ainsi, un additif au rapport de présentation a été réalisé, ainsi que l'évaluation environnementale spécifique au projet de création de zone constructible, objet de ce présent document.

Les évolutions apportées à la carte communale de la commune de Montambert sont donc succinctes : Le plan de zonage de la commune de Montambert est repris afin de rendre constructible seulement les secteurs d'implantation des bâtiments souhaités liés au projet (cabanes et sanitaires).

**La révision s'inscrit bien dans la continuité de la carte intercommunale en vigueur.**

### 2.3.2. La compatibilité avec les documents de rang supérieurs

Le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté	
Résumé	Période
Les SRADDET ont été instaurés par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Il est le résultat de la fusion de plusieurs plans sectoriels et schémas régionaux préexistants. Le SRADDET fixe des grandes priorités d'aménagement. Il présente une nature fortement stratégique, prospective et intégratrice des diverses politiques publiques qu'il aborde. Sa portée juridique se traduit par la prise en compte de ses objectifs et par la compatibilité aux règles de son fascicule des plans et programmes locaux de rang inférieur.	Approuvé le 16 septembre 2020, mis à jour le 17 et 18 octobre 2024
Analyse	
La révision de la carte communale de Montambert reste pleinement compatible avec les objectifs et orientations du SRADDET. En effet, ce schéma régional vise à concilier l'aménagement du territoire avec les enjeux de sobriété foncière, de valorisation des ressources naturelles et de développement équilibré des territoires, notamment en soutenant les dynamiques rurales et touristiques. Le projet touristique et de loisirs en question s'inscrit dans cette logique, en favorisant une activité touristique de niche respectueuse de l'environnement, sur un site naturel existant, sans artificialisation excessive. Le zonage constructible est limité, précisément défini, et concerne exclusivement des constructions légères et réversibles (cabanes, sanitaires), ce qui respecte les principes de modération de la consommation d'espace. Par ailleurs, le projet vise à renforcer l'attractivité d'un territoire rural isolé, conformément à l'objectif du SRADDET de maintenir et revitaliser les espaces peu denses tout en promouvant un développement cohérent avec les potentialités locales.	

Le SDAGE Loire-Bretagne	
Résumé	Période
La Directive Cadre sur l'Eau fixe un principe de non-détérioration de l'état des eaux et des objectifs ambitieux pour leur restauration. Le SDAGE est le principal outil de mise en œuvre de la politique communautaire dans le domaine de l'eau. Définit pour une période de 6 ans, il fixe les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité des milieux aquatiques et de quantité des eaux à maintenir ou à atteindre dans le bassin.	Approuvé le 18 mars 2022, période 2022-2027
Analyse	
La carte communale révisée de Montambert est compatible avec les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, qui encadre la gestion équilibrée et durable de l'eau, la préservation des milieux aquatiques et la prévention des risques liés à l'eau. Le projet touristique et de loisirs en question prend en compte les exigences de préservation de la ressource en eau et l'intégrité des milieux naturels. Il est localisé en dehors des zones à risque d'inondation et ne porte pas atteinte aux continuités écologiques liées aux milieux aquatiques. De plus, la faible imperméabilisation des sols (construction légère, pas de réseau dense de voirie) et l'absence d'extension du réseau d'assainissement collectif permettent de limiter l'impact sur le cycle de l'eau. Les eaux usées seront traitées de manière adaptée et conforme à la réglementation, et les eaux pluviales gérées sur site pour éviter tout ruissellement excessif. Ainsi, le projet respecte les orientations du SDAGE en matière de qualité des eaux, de gestion durable des eaux pluviales et de limitation de l'artificialisation des sols à proximité des milieux humides et aquatiques.	
Le PGRI Loire-Bretagne	
Résumé	Période
<p>Le PGRI est construit en parallèle du SDAGE, et concerne le même périmètre. Celui-ci intègre les orientations et dispositions du SDAGE concernant la prévention des inondations, au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques.</p> <p>Il définit la politique pour assurer la sécurité des populations, réduire l'aléa, réduire les conséquences dommageables des inondations sur la société, l'environnement et les biens, améliorer la résilience des territoires. L'organisation entre acteurs et l'amélioration continue des connaissances sont aussi des volets stratégiques.</p>	Approuvé le 18 mars 2022, période 2022-2027
Analyse	
La révision de la carte communale de Montambert est compatible avec le Plan de Gestion des Risques d'Inondation Loire-Bretagne. Le projet est situé hors des zones identifiées comme exposées à un aléa fort ou modéré d'inondation, selon les cartes réglementaires en vigueur. Aucune infrastructure essentielle ni habitat permanent n'est prévu en zone inondable. En outre, les principes de résilience face aux risques sont intégrés, avec un aménagement qui minimise la vulnérabilité des biens et des personnes. Le projet n'engendre pas d'aggravation du risque pour les zones situées en aval, conformément aux orientations du PGRI qui visent à ne pas augmenter la vulnérabilité ni perturber le fonctionnement des zones d'expansion des crues.	

Le Schéma Départemental des Carrières de la Nièvre	
Résumé	Période
<p>Le schéma départemental des carrières est un document de planification qui définit les orientations générales pour l'exploitation des carrières dans un département. Il vise à assurer un équilibre entre les besoins en matériaux, la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire.</p> <p>Il définit les zones d'extraction favorables, limite les impacts sur les écosystèmes et prévoit la réhabilitation des sites après exploitation. Depuis la loi ALUR (2014), les SDC ont été remplacés par les Schémas Régionaux des Carrières (SRC), qui assurent une gestion des ressources minérales à une échelle plus large et cohérente. Le Schéma Régional des Carrières en Bourgogne-Franche-Comté est en cours d'élaboration.</p>	21 décembre 2015
Analyse	
<p>La carte communale de Montambert est compatible avec le Schéma Départemental des Carrières de la Nièvre, qui encadre l'ouverture, l'exploitation et la reconversion des carrières sur le territoire départemental. Aucune zone d'extraction ou de ressource minérale identifiée par le SDC n'est concernée par le secteur de projet. Le projet d'urbanisation n'interfère pas avec les zones de gisement stratégique, ni avec les périmètres d'exploitation en cours ou en devenir. De ce fait, il ne constitue pas une entrave à la politique d'approvisionnement en matériaux de construction, ni à la gestion durable des ressources minérales.</p>	
Le PRSE Bourgogne-Franche-Comté	
Résumé	Période
<p>Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) est un document qui précise, au niveau régional, la stratégie pour prévenir les risques pour la santé humaine liés à l'environnement. Il vise à territorialiser les politiques définies dans les domaines de la santé et de l'environnement. Le PRSE décline à l'échelle régional le plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement (PNSE). Il s'appuie ainsi sur les enjeux prioritaires du PNSE, tout en veillant à prendre en compte les facteurs de risques spécifiques à la région.</p>	2023-2027
Analyse	
<p>La carte répond aux objectifs du PRSE Bourgogne-Franche-Comté, qui vise notamment à garantir un environnement sain, à améliorer le cadre de vie et à lutter contre les inégalités territoriales en matière d'accès à la santé. Le projet contribue à dynamiser un territoire rural isolé tout en veillant à préserver un environnement naturel favorable à la santé des usagers et des riverains. Il favorise une offre de loisirs douce, propice au bien-être, dans un environnement peu anthropisé. De plus, l'aménagement reste contenu et planifié, évitant toute dégradation des milieux pouvant affecter la santé publique (qualité de l'air, de l'eau, nuisances sonores ou visuelles).</p>	

La carte révisée centrée sur Montambert est compatible avec l'ensemble des documents de planification en vigueur (SRADDET, SDAGE, PGRI, Schéma Départemental des Carrières et Plan Régional Santé), dont elle respecte les objectifs et orientations.





## Chapitre 3. Profil environnemental et synthèse des enjeux

3







## 3.1. Un référentiel pour l'évaluation



Article R151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

2°) analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

L'état initial de l'environnement constitue la clé de voûte de l'évaluation environnementale :

- Il participe à la construction du projet du territoire avec l'identification des **enjeux** environnementaux : On entend par enjeux les questions d'environnement qui engagent fortement l'avenir du territoire, les valeurs qu'il n'est pas acceptable de voir disparaître ou se dégrader, ou que l'on cherche à gagner ou reconquérir, tant du point de vue des ressources naturelles que de la santé publique. Au-delà, ils peuvent contribuer fortement à l'image, à l'attractivité et donc au développement du territoire.
- Il constitue le **référentiel** nécessaire à l'évaluation.
- Il représente l'**état de référence** pour le suivi du document d'urbanisme.

Il doit traiter l'ensemble des thématiques de l'environnement permettant de caractériser son état actuel, mais aussi son évolution.

La réglementation n'impose pas une liste de thématiques à traiter dans l'état initial de l'environnement. Cependant, il doit permettre de répondre aux exigences de la directive EIPPE (relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; article 5, paragraphe 1) selon laquelle l'état initial de l'environnement permet par la suite de faire le point sur « les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs ».

L'état initial de l'environnement n'est pas une simple compilation des connaissances environnementales du territoire. Il s'agit d'une **analyse dynamique et systémique**, qui permet de mettre en évidence les relations entre les différentes thématiques. L'état initial de l'environnement n'est pas une contrainte, mais l'occasion d'identifier les richesses et les atouts du territoire qui peuvent constituer des facteurs d'attractivité et de développement. Il permet également de mettre en avant les faiblesses du territoire ou les éléments dégradés, que le document d'urbanisme peut contribuer à améliorer.

L'état initial de l'environnement est ici centré sur la zone de projet.



## 3.2. Synthèse des caractéristiques et enjeux






L'état initial de l'environnement complet se trouve dans **l'additif au rapport de présentation**. Sont ici synthétisées les principales caractéristiques et enjeux environnementaux du site.

L'analyse identifie et hiérarchise les enjeux du territoire, **centrés sur la zone de projet**, en lien avec la finalité de la procédure évaluée afin de permettre de réaliser une analyse des incidences qui soit proportionnée au niveau d'enjeu et de connaissances. Les composantes environnementales du territoire sont résumées ci-après. Les enjeux ont ainsi été hiérarchisés selon 3 niveaux : fort à très fort (■), modéré à fort (■), faible à modéré (■).

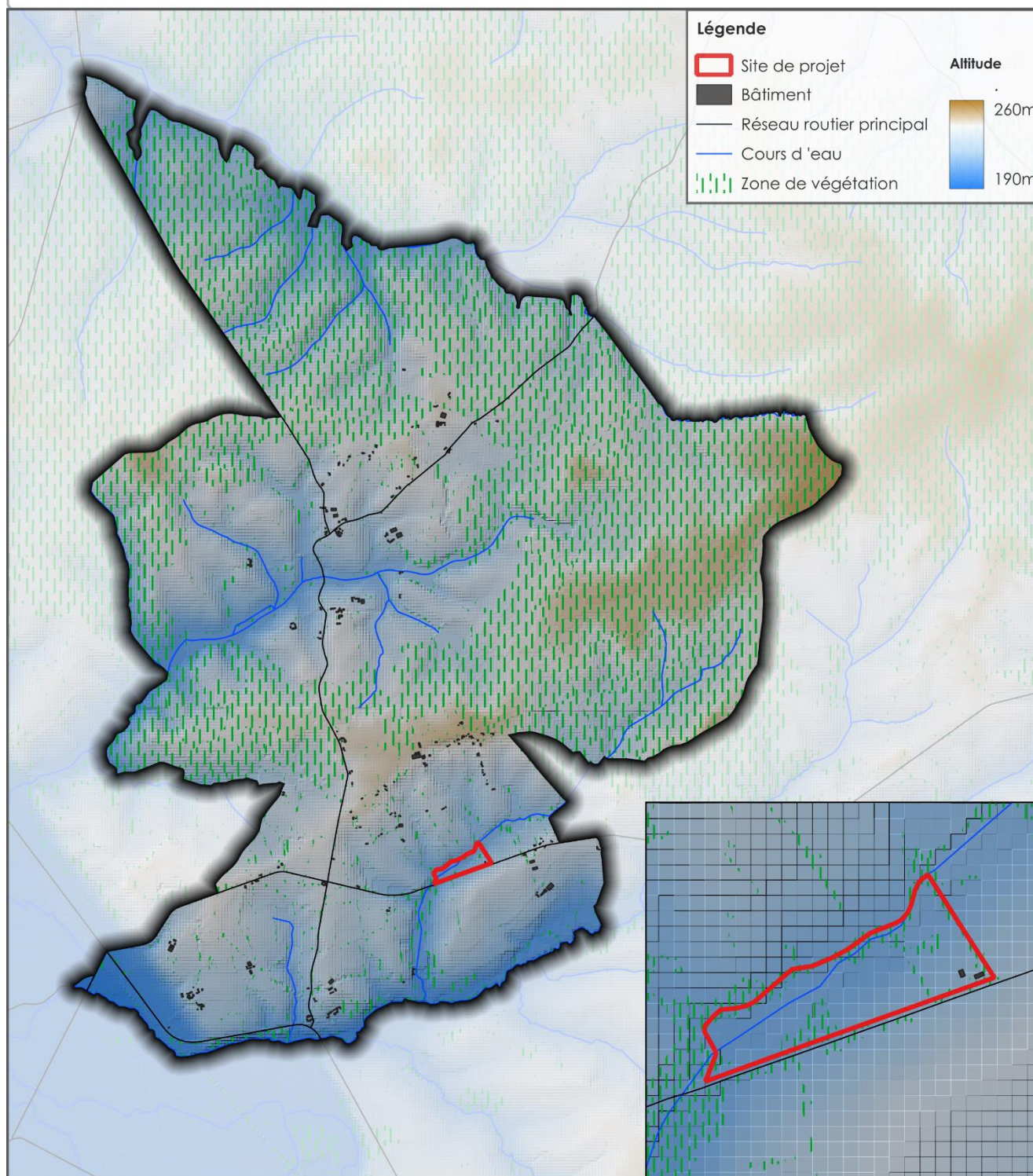
**Tableau 1. Synthèse des caractéristiques et enjeux de la zone de projet**

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE		PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES ET ENJEUX DE LA ZONE DE PROJET	
<b>Cadre physique</b> 	<b>Constats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une zone de projet située au sud-est du territoire communal (La Gravelle).</li> <li>• Un relief plat, des altitudes basses (autour de 200m d'altitude).</li> <li>• Des formations alluviales et sableuses, riches en sable, argile et cailloutis.</li> <li>• Terrain privé occupé par un étang, des espaces herbacés (pâturage par des chevaux) et arborés, le long du ruisseau.</li> <li>• Une grande haie borde le tènement le long de la route départementale (tuyas et bambous).</li> <li>• Aucun monument ou site classé.</li> <li>• Aucune situation de covisibilité. Écran végétal par rapport à la RD30.</li> </ul>	
	<b>Enjeux</b>	Prise en compte des sols dans le projet Intégration paysagère du projet	■ ■
<b>Cycle de l'eau</b> 	<b>Constats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun SAGE, aucun contrat de milieu</li> <li>• Une zone de projet couverte par le SDAGE Loire-Bretagne</li> <li>• Proximité d'un ruisseau qui constitue un affluent de la Cressonne.</li> <li>• Deux plans d'eau.</li> <li>• Présence de zones humides.</li> <li>• Raccordement des bâtiments existants au réseau d'eau potable.</li> <li>• Système d'assainissement autonome à proximité des bâtiments existants.</li> <li>• Gestion des eaux pluviales à la parcelle.</li> <li>• Aucune défense incendie.</li> </ul>	
	<b>Enjeux</b>	Préservation des éléments de la trame bleue et turquoise (dont la ripisylve du cours d'eau), des haies et boisements, facteurs essentiels de la préservation de la ressource en eau	■
		Prise en compte du cycle de l'eau en particulier de la gestion des eaux pluviales dans le projet	■
		Limite de l'imperméabilisation	■
		Définition d'un système de défense incendie	■

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE		PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES ET ENJEUX DE LA ZONE DE PROJET
<b>Biodiversité</b> 	<b>Constats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucun espace protégé.</li> <li>Le site Natura 2000 le plus proche se trouve à 1,5 km de la zone de projet.</li> <li>ZNIEFF de type I « Les fontaines Vaillant et les bruyères Denis ».</li> <li>ZNIEFF de type II « Pays de Fours ».</li> <li>Aucune pelouse sèche.</li> <li>Petite continuité écologique en lien avec la connexion des étangs entre eux, la présence du cours d'eau et de sa ripisylve arborée.</li> <li>La RD30 fragmente la continuité écologique.</li> </ul>
	<b>Enjeux</b>	Préservation des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques
		Préservation de la trame arborée autant que possible
		Limite de la fragmentation des espaces
<b>Risques et nuisances</b> 	<b>Constats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucun plan de prévention des risques</li> <li>Une zone de projet peu soumise aux risques naturels.</li> <li>Exposition moyenne au retrait-gonflement des argiles</li> <li>Aucune installation classée pour la protection de l'environnement</li> <li>Aucun site ou sol pollué</li> <li>Une ligne électrique à moyenne tension au sud-ouest de la zone de projet</li> <li>Aucune infrastructure de transport faisant l'objet d'un classement sonore</li> <li>La RD30 peut générer quelques nuisances sonores mais supportables</li> <li>Une bonne qualité de l'air</li> <li>Une collecte des déchets en porte-à-porte</li> </ul>
	<b>Enjeux</b>	Maintien des espaces d'habitat à distance des activités et infrastructures potentiellement dangereuses (ligne électrique)
		Prise en compte des potentielles nuisances sonores associées à la RD30
		Tri des déchets
		Maintien d'une bonne qualité de l'air
<b>Air, énergie, climat</b> 	<b>Constats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Hors maison individuelle habitée au sud-est du périmètre, la zone de projet ne fait l'objet d'aucune consommation énergétique particulière.</li> <li>Aucune installation de production d'énergie renouvelable ne se trouve sur le site, hormis les panneaux solaires sur la maison individuelle habitée mentionnée.</li> <li>Aucune installation à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre ne se trouve sur la zone de projet.</li> </ul>
	<b>Enjeux</b>	Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES
		Déploiement de la production d'énergies renouvelables
		Préservation des puits de carbone

# Topographie

## Commune de Montambert



Source : BD TOPO 2025, BD ALTI2025

Réalisation : 28/03/2025



Echelle 1:40 000

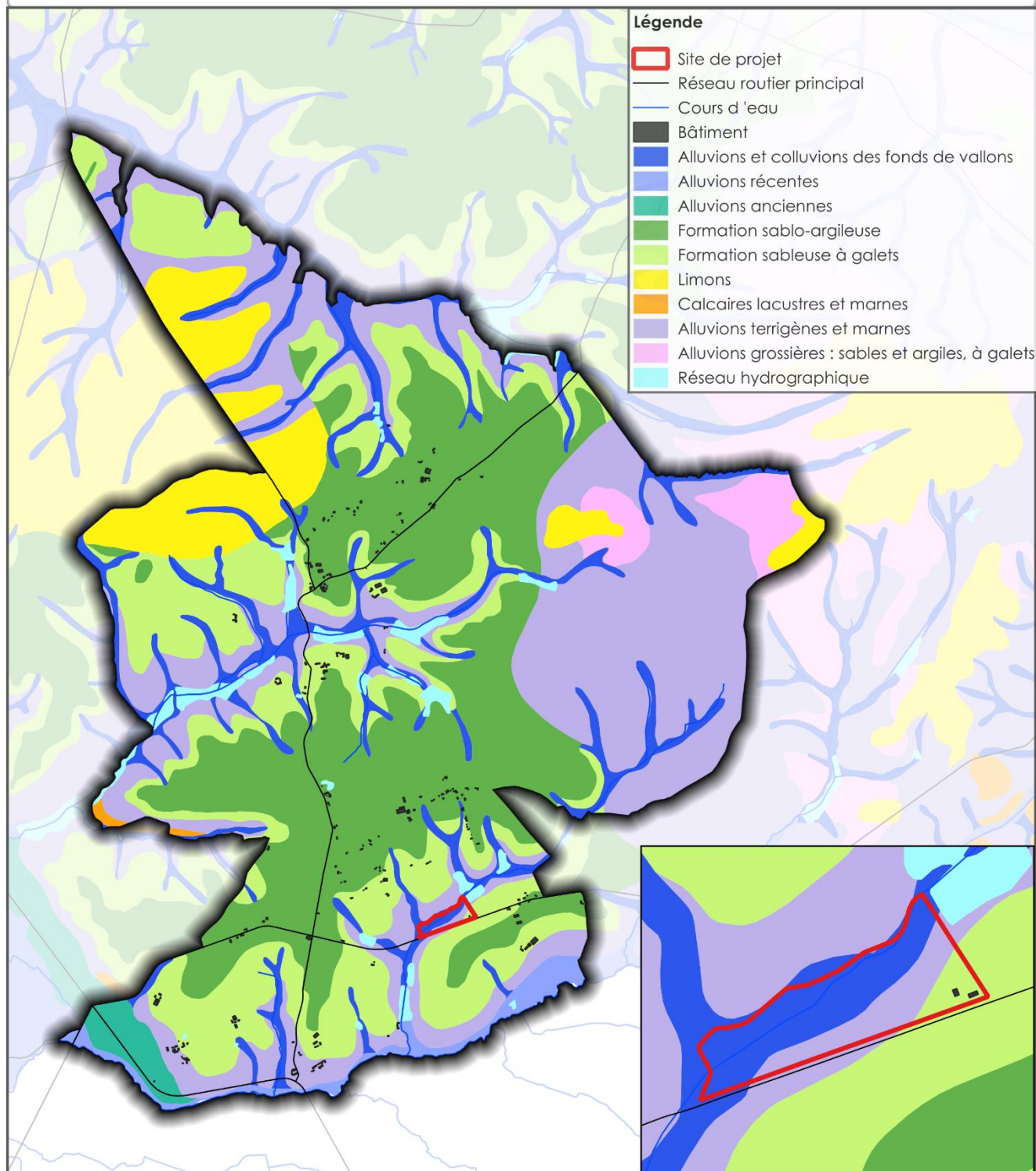


Carte 4. Topographie



# Géologie

## Commune de Montambert



Source : BRGM InfoTerre 2025, BD TOPO 2025

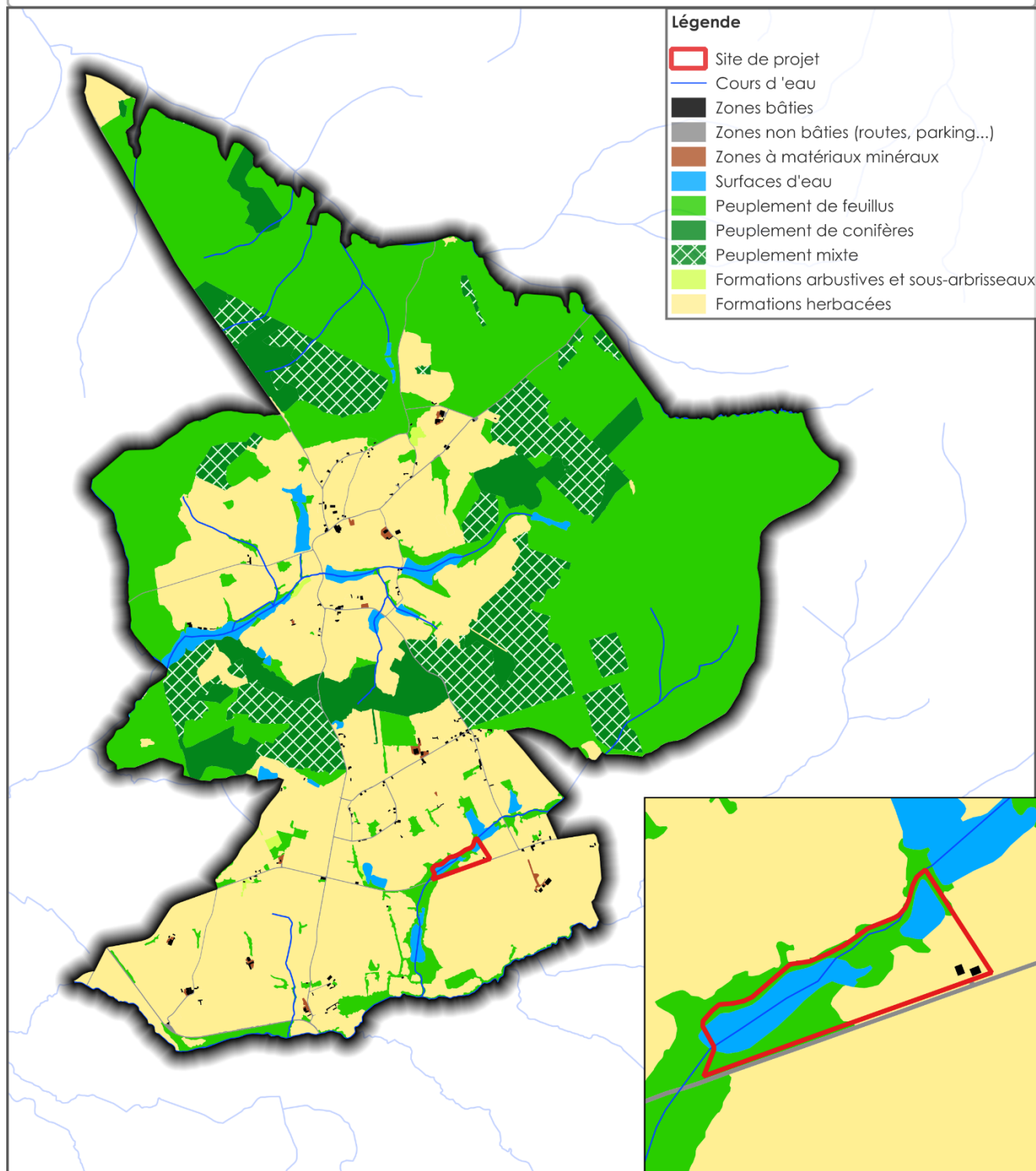
Réalisation : 28/03/2025



Carte 5. Géologie

# Occupation du sol

## Commune de Montambert



Source : BD TOPO 2025, OCS-GE Nièvre 2020

Réalisation : 28/03/2025



Echelle 1:40 000



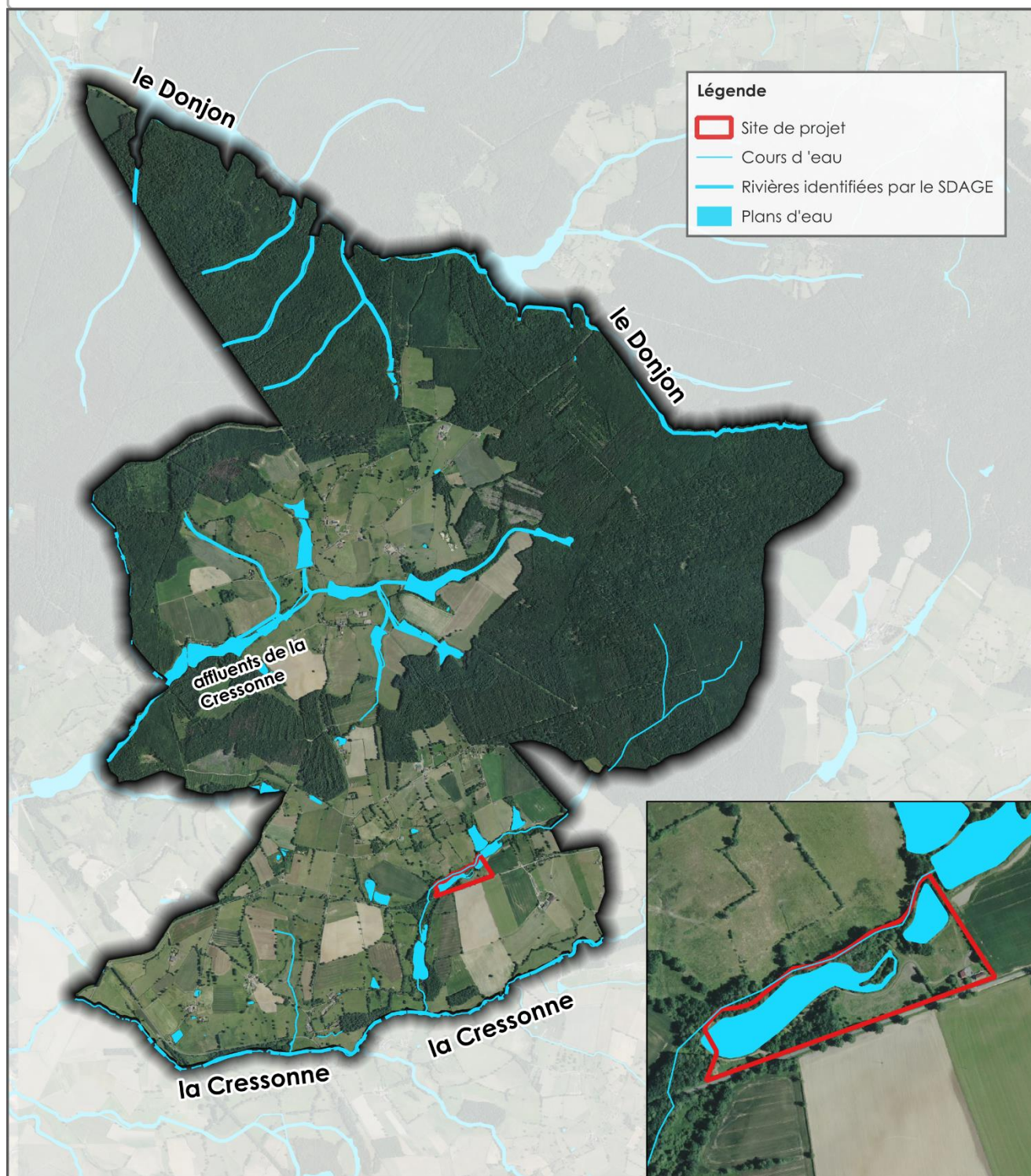
**MOSAÏQUE  
ENVIRONNEMENT**  
Conseil & Expertise

**Carte 6. Occupation du sol**



# Cours d'eau et plans d'eau

Commune de Montambert



Source : BD TOPO 2025, SDAGE 2022-2027  
Fond : © Bing Satellite

Réalisation : 28/03/2025



Echelle 1:40 000



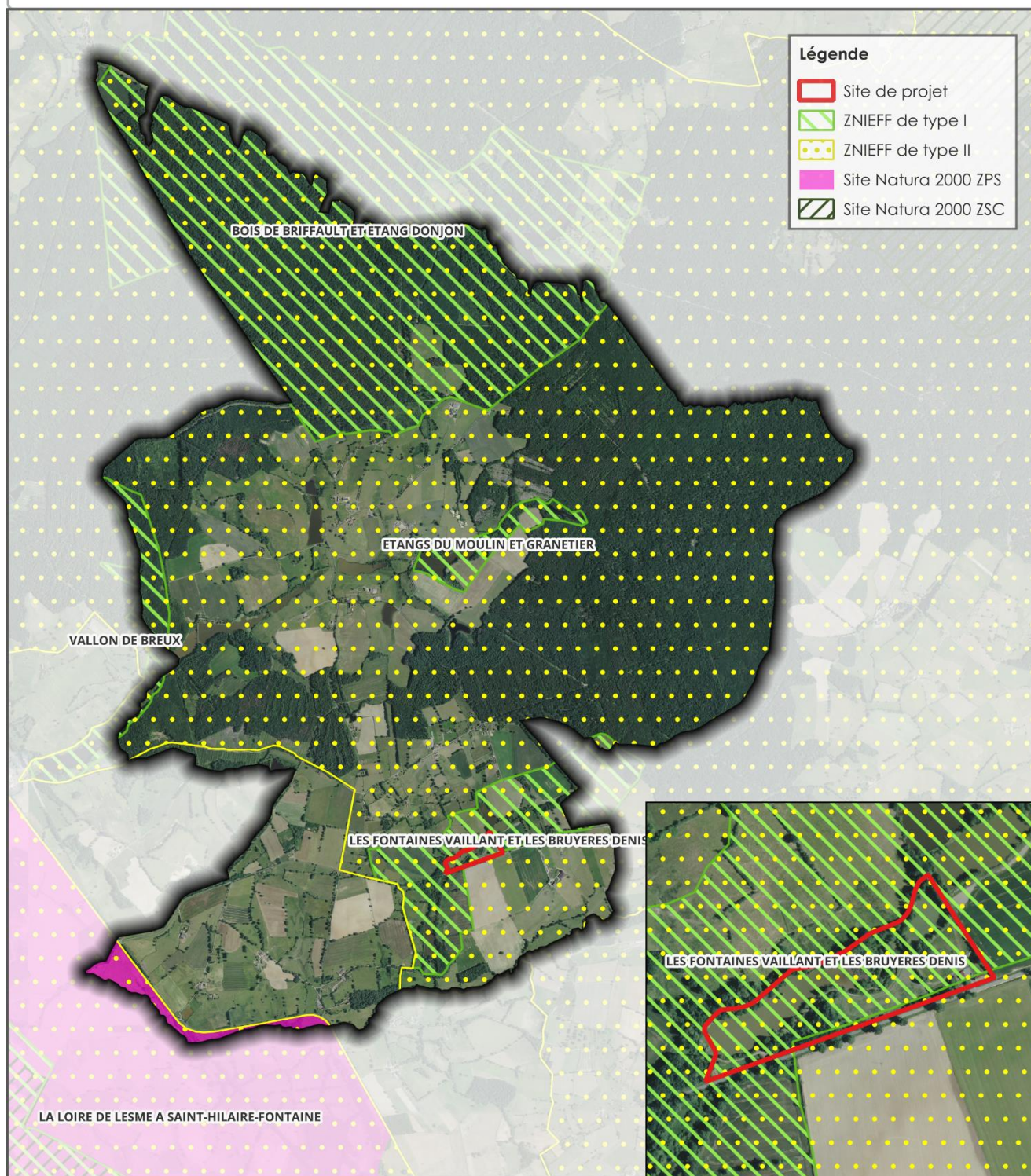
**MOSAÏQUE**  
**ENVIRONNEMENT**  
Conseil & Expertise

Carte 7. Cours d'eau et plans d'eau



# Inventaires et protections du patrimoine naturel

Commune de Montambert



Source : INPN 2025  
Fond : © Bing Satellite

Réalisation : 28/03/2025



Echelle 1:40 000



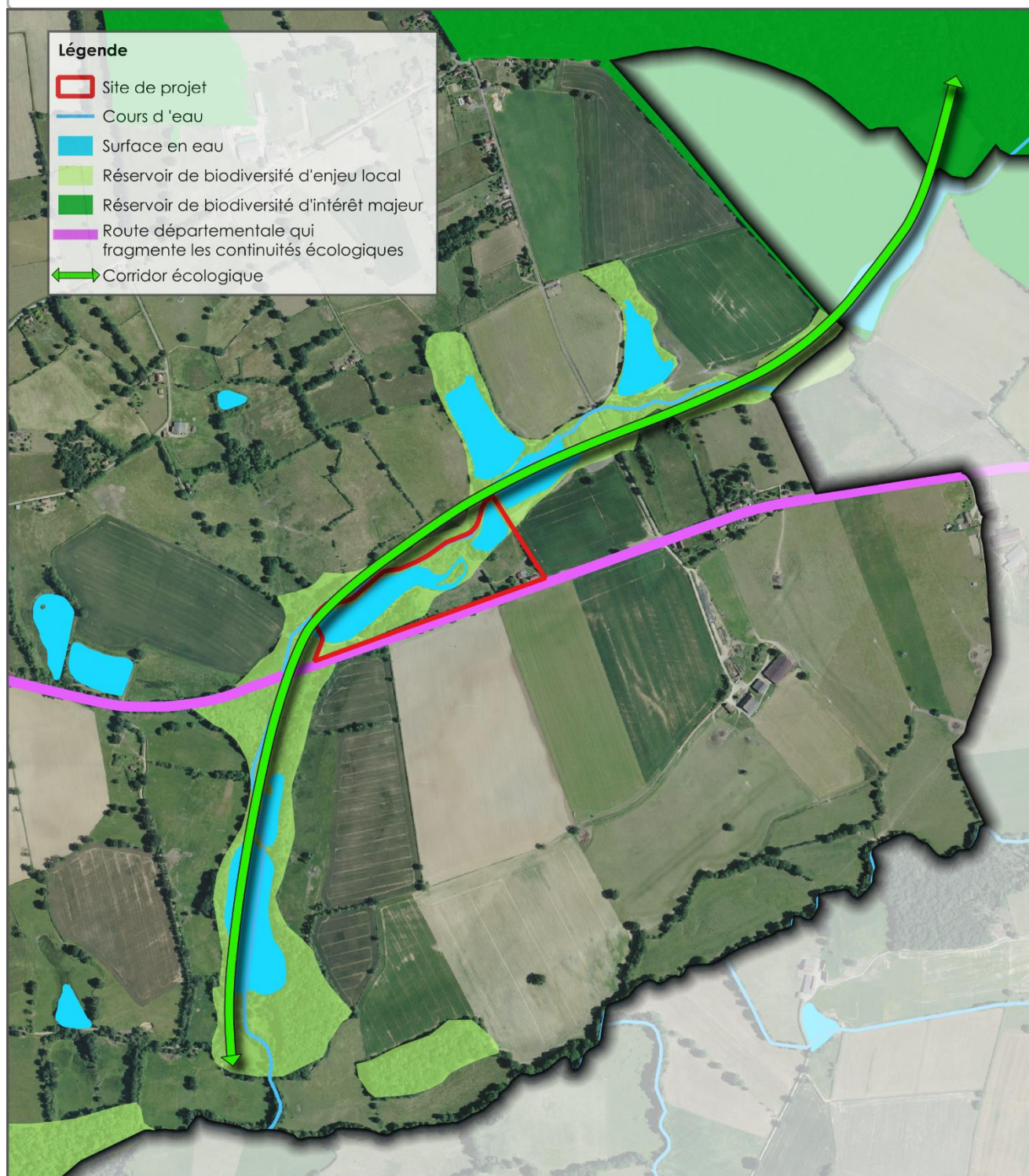
**MOSAÏQUE  
ENVIRONNEMENT**  
Conseil & Expertise

Carte 8. Milieux naturels



# Trame verte et bleue à l'échelle du projet

Commune de Montambert



Source : Mosaïque Environnement  
Fond : © Bing Satellite

Réalisation : 31/03/2025



Echelle 1:10 000



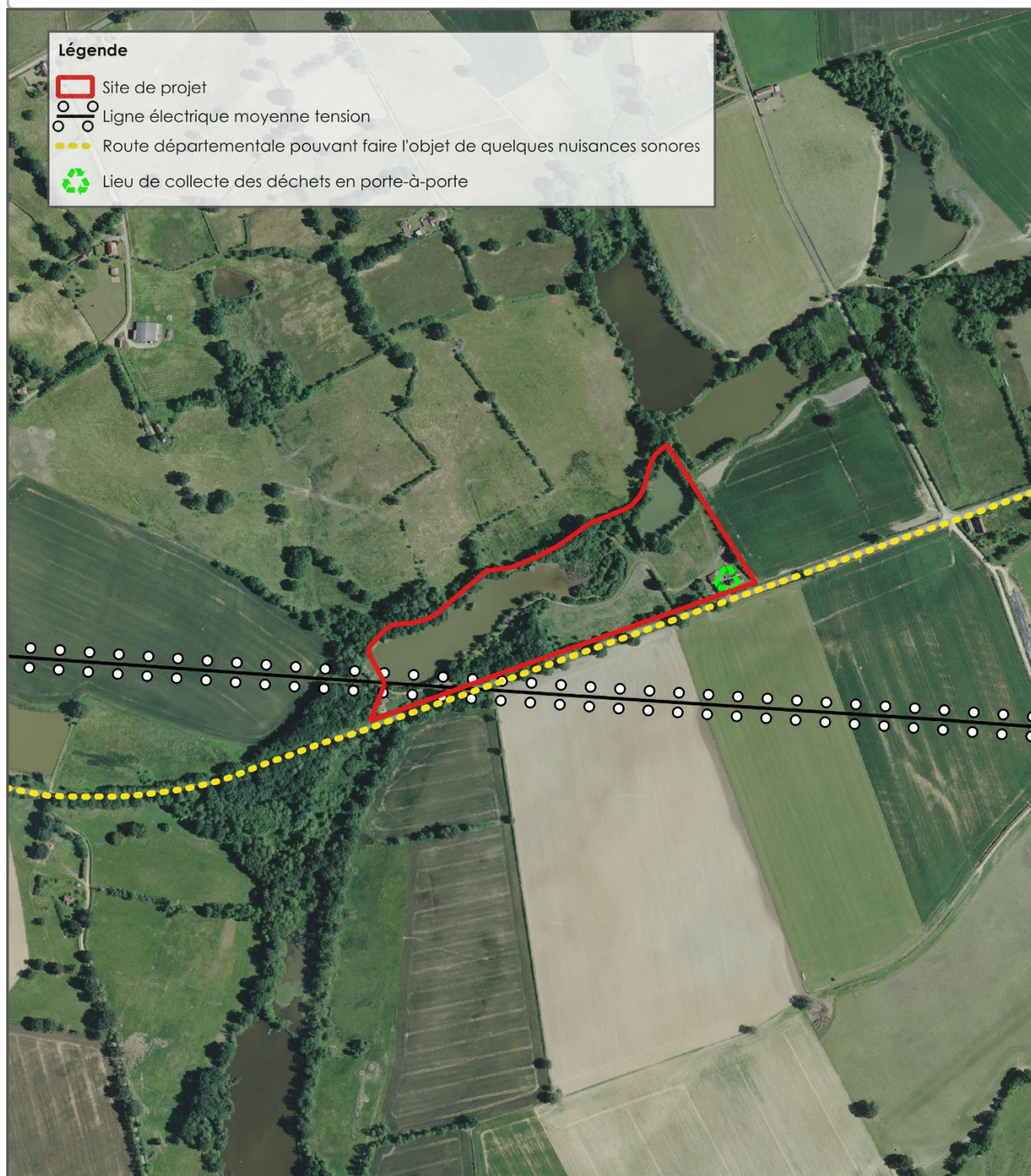
**MOSAÏQUE  
ENVIRONNEMENT**  
Conseil & Expertise

Carte 9. Trame verte et bleue à l'échelle du projet



# Nuisances et pollutions

Commune de Montambert

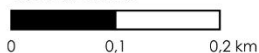


Source : Georisques 2025, RTE, Montambert, BD TOPO 2025  
Fond : © Bing Satellite

Réalisation : 31/03/2025



Echelle 1:6 000



**MOSAÏQUE**  
**ENVIRONNEMENT**  
Conseil & Expertise

Carte 10. Nuisances et pollutions



## Chapitre 4.

# Incidences du projet initial sur l'environnement et la santé humaine





## Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;






## 4.1. Méthodologie d'évaluation

Cette partie vise à évaluer les **incidences positives et négatives** de la révision de la carte intercommunale centrée sur la zone de projet sur l'environnement, et ce, pour chacune des thématiques de l'état initial de l'environnement. Les objectifs sont d'optimiser les effets positifs et d'éviter, réduire, voire compenser les incidences négatives.

La révision de la carte centrée sur la zone de projet fait l'objet d'une analyse sur la base d'une grille comprenant 7 thématiques relatives au développement durable :








- 1 - Utilisation économe des espaces naturels, préservation des espaces agricoles et forestiers**
- 2 - Protection du patrimoine naturel et de la fonctionnalité des écosystèmes**
- 3 - Protection, restauration et mise en valeur des paysages, des patrimoines bâtis et culturels**
- 4 - Préservation de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques, respect du cycle de l'eau**
- 5 - Prévention et réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et technologiques et de protection de la population vis-à-vis de ces risques**
- 6 - Réduction des pollutions et nuisances**
- 7 - Réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES**

L'analyse de la prise en compte et des impacts sur chacune des dimensions environnementales est analysée à partir de différents critères, selon la grille ci-dessous :

Analyse de la prise en compte du critère	
	Critère bien pris en compte, impact positif
	Impact faible à neutre
	Critère moyennement pris en compte, impact moyen
	Critère peu pris en compte, impact fort
	Site non concerné / impact neutre

Les mesures sont décrites, selon qu'elles contribuent à éviter les impacts (E), les réduire (R), les compenser (C).

Tableau 2. Grille d'évaluation et critères

Questions évaluatives		Critères retenus pour l'évaluation
<b>Q1</b> 	<b>La révision de la carte permet-elle une utilisation économe des espaces agricoles, naturels et forestiers ?</b>	Limitation de la consommation de nouveaux espaces
		Rationalisation du foncier dans les aménagements
		Développement urbain de proximité
		Respect de la morphologie des terrains
<b>Q2</b> 	<b>La révision de la carte permet-elle la prise en compte de la dimension patrimoniale et fonctionnelle des écosystèmes ?</b>	Préservation des espèces, espaces patrimoniaux et corridors écologiques, limitation de la fragmentation des espaces naturels et agricoles
		Prise en compte de la biodiversité dans les aménagements
<b>Q3</b> 	<b>La révision de la carte permet-elle la préservation de la qualité urbaine, architecturale et paysagère du territoire ?</b>	Préservation et valorisation des valeurs identitaires du paysage
		Préservation du patrimoine architectural, archéologique et historique remarquable
		Insertion paysagère des futurs projets et amélioration du cadre de vie
<b>Q4</b> 	<b>La révision de la carte permet-elle une protection et une utilisation mesurée des ressources en eau ?</b>	Préservation de la trame bleue
		Gestion quantitative des ressources
		Préservation des périmètres de protection des captages d'eau potable
		Gestion de l'assainissement
<b>Q5</b> 	<b>La révision de la carte permet-elle de prévenir et réduire la vulnérabilité du territoire aux risques majeurs ?</b>	Gestion intégrée des eaux pluviales
		Réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs vulnérables
		Limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement
		Prévention du risque incendie
<b>Q6</b> 	<b>En quoi la révision de la carte contribuera-t-elle à l'amélioration de la santé des habitants ?</b>	Maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs d'aléas pour les risques technologiques
		Réduction des pollutions et nuisances liées aux transports
		Réduction des pollutions et nuisances liées aux activités.
		Contribution à la santé et à la qualité du cadre de vie des habitants
<b>Q7</b> 	<b>En quoi la révision de la carte favorise-t-elle la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES et l'adaptation au changement climatique ?</b>	Prise en compte des sites et sols pollués
		Gestion optimale des déchets
		Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au bâti
		Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au secteur des transports
		Développement des énergies renouvelables
		Développement de formes urbaines favorisant l'adaptation au changement climatique



## 4.2. Utilisation économe des espaces naturels, préservation des espaces agricoles et forestiers

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences en l'absence de mesures	Mesures ERC
<p>Limitation de la consommation de nouveaux espaces agricoles, naturels et forestiers</p> <p>Rationalisation du foncier dans les aménagements</p>	<p>Le site est aujourd'hui en zone N (naturelle). Il s'agit d'un terrain privé, occupé par un étang, des espaces herbacés (pâturage par des chevaux) et arborés, le long du ruisseau notamment. Une grande haie borde le tènement le long de la route départementale.</p> <p>Il comporte déjà un cheminement, deux dalles bétons et un kiosque. Le projet prévoit des aménagements au sud au niveau des aménagements existantes mais aussi à l'ouest de l'étang, ainsi qu'un long cheminement jusqu'à l'est. Le projet touche ainsi une superficie d'environ 1 hectare sur la parcelle privée qui en fait 6 ha.</p> <p>Le projet ne définit pas précisément le nombre et la superficie des cabanes. Le projet prévoit des panorabanes sur pilotis sur l'étang. Celles-ci sont éloignées les unes des autres ce qui entraîne la création d'un long cheminement autour de l'étang.</p> <p>Les incidences sur la consommation d'espaces seront donc importantes par rapport à l'ampleur du site (mais modérées à l'échelle communale) dans le sens où le projet impacte une grande partie des bords de l'étang.</p>	<p><b>E</b> Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang pour préserver au maximum le caractère naturel de la zone.</p> <p><b>R</b> Limiter le nombre de secteurs de constructibilité (pour cabanes et sanitaires).</p> <p><b>R</b> Définir clairement l'emprise au sol des aménagements.</p> <p><b>R</b> Optimiser l'emplacement des cabanes afin de concilier la préservation du site, l'intimité entre les cabanes et la limitation de l'emprise du cheminement.</p>
Développement urbain de proximité	Non concerné.	/
Respect de la morphologie des terrains	Le projet prévoit un emplacement des cabanes sans marge de recul par rapport aux berges de l'étang.	<b>E</b> Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang.
<b>CONCLUSION</b>	L'impact de la révision de la carte intercommunale et du projet sur la consommation d'espace et l'artificialisation est moyen dans le sens où le projet impacte une grande partie des bords de l'étang mais cela reste modéré à l'échelle de la commune.	



Photographie 2. Équipements existants (Mosaïque Environnement)

### 4.3. Protection du patrimoine naturel et de la fonctionnalité des écosystèmes

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences en l'absence de mesures	Mesures ERC
Préservation des espaces patrimoniaux et des corridors écologiques, limitation de la fragmentation de ces espaces	<p>La zone de projet n'est concernée par aucun site Natura 2000. Le site le plus proche se trouve à 1,5 km du site de projet. En revanche, le secteur de projet se trouve au sein de la ZNIEFF de type I « Les fontaines Vaillant et les bruyères Denis » et au sein de la ZNIEFF de type II « Pays de Fours ». Cette ZNIEFF a une superficie de 141,22 hectares dont 6 hectares correspondent à la parcelle privée du porteur de projet avec l'étang.</p> <p>Le projet en tant que tel occupe une superficie d'environ 1ha, soit 0,7% de la ZNIEFF. Toutefois, il s'étend jusqu'à l'est de l'étang, à proximité d'une zone particulièrement marécageuse et riche en biodiversité.</p>	<p><b>E</b> Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants pour limiter l'impact sur la ZNIEFF et éviter le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique.</p> <p><b>E</b> Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin de réduire le nombre d'habitats impactés.</p> <p><b>R</b> Limiter l'éclairage nocturne des aménagements pour préserver la trame noire.</p>

<p>La prise en compte de la biodiversité dans les aménagements</p>	<p>Le projet tient compte de la biodiversité présente sur le site. Il prévoit de préserver au maximum les arbres en place sauf en cas de nécessité d'abattement pour raison de sécurité des hébergements.</p>	<p><b>R</b> Intégrer des haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère et écologique des cabanes et contribuer à la trame verte à l'échelle du site.</p> <p><b>R</b> Privilégier des essences locales, non allergènes, faiblement consommatrices en eau.</p> <p><b>R</b> Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p>
<p><b>CONCLUSION</b></p>	<p>Le projet se situe au sein de zones à fort enjeu écologique (ZNIEFF I). Bien que son emprise reste modérée (1 hectare), le projet s'étend jusqu'à la partie Est de l'étang, comportant une zone riche en biodiversité à préserver. Le projet prévoit en revanche de préserver les arbres en place et de respecter autant que possible la végétation existante.</p>	



**Photographie 3. Vue sur le bord Sud de l'étang depuis le nord** (Mosaïque Environnement)

## 4.4. Protection, restauration et mise en valeur des paysages, des patrimoines bâtis et culturels

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences en l'absence de mesures	Mesures ERC
Préservation et valorisation des valeurs identitaires du paysage	Non concerné, milieux bocager fermé via une haie de tuyas et bambous de grande hauteur occultant les vues sur et depuis la route.	
Préservation du patrimoine local et architectural, archéologique et historique remarquable	Non concerné. La zone de projet ne compte aucun monument ou site classé sur sa superficie. Elle n'est pas en situation de covisibilité.	
Insertion paysagère des futurs projets	<p>La zone de projet correspond à une parcelle privée qui est peu visible depuis la route départementale du fait de la haie dense en bordure de tènement. De plus, le projet prévoit de préserver au maximum les arbres en place ce qui contribue à l'intégration paysagère du projet.</p> <p>Toutefois, au sein du tènement, le projet ne définit pas précisément le nombre et la superficie des cabanes. Le risque d'incidence paysagère au sein du tènement est donc important. Il y a un risque de dégradation de l'ambiance paysagère et paisible liée à l'étang.</p>	<p><b>R</b> Intégrer des haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère des cabanes à l'échelle du site.</p> <p><b>R</b> Privilégier des essences locales.</p> <p><b>R</b> Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p> <p><b>R</b> Traiter de façon qualitative la zone de stationnement.</p> <p><b>R</b> Définir un aspect extérieur qualitatif des hébergements (matériaux, couleurs).</p>
<b>CONCLUSION</b>	<p>Le projet, situé sur une parcelle peu visible depuis l'espace public grâce à une haie dense en bordure, ne porte atteinte ni au patrimoine architectural ni aux valeurs identitaires du paysage local. Toutefois, l'absence de précisions sur le nombre et l'aspect des cabanes fait peser un risque d'incidence paysagère au sein du tènement.</p>	





**Photographie 4. Vue du site depuis la route départementale** (*Mosaïque Environnement*)

## 4.5. Préservation de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques, respect du cycle de l'eau

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences en l'absence de mesures	Mesures ERC
Préservation de la trame bleue	<p>La zone de projet se trouve à proximité d'un ruisseau qui constitue un affluent de la Cressonne. Le ruisseau s'écoule ainsi jusqu'au sud du territoire communal, alimente l'étang Gerbault avant de rejoindre la Cressonne. La zone de projet compte deux plans d'eau. Le projet se situe au bord de l'étang le plus grand. L'implantation des cabanes n'est pas prévue au nord de l'étang, où le cours d'eau. En revanche, il s'étend jusqu'à l'est de l'étang, à proximité d'une zone particulièrement marécageuse et riche en biodiversité. De plus, le projet prévoit des panorabanes sur pilotis sur l'étang.</p> <p>Par ailleurs, des sondages pédologiques ont été réalisés en février 2025 sur la zone de projet. Située en bord d'étang, la zone de projet comprend des zones humides. Le bord sud de l'étang principal est particulièrement humide, notamment au niveau d'une petite dépression accueillant de l'eau qui stagne.</p>	<p><b>E</b> Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants pour éviter le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique.</p> <p><b>E</b> Privilégier une implantation des cabanes sur le tour de l'étang, éviter des constructions au sein de l'étang sur pilotis afin de réduire l'importance des infrastructures et cheminements.</p> <p><b>E</b> Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang particulièrement humides et pouvant abriter des espèces spécifiques des milieux aquatiques et humides.</p> <p><b>E</b> Éviter l'implantation des aménagements et du cheminement au sein de la dépression humide au sud-est de l'étang.</p>
Gestion quantitative des ressources	<p>Dans le cadre du projet, il est question d'amener le réseau d'eau potable jusqu'aux nouvelles installations (parcelle E403).</p> <p>Le projet est en adéquation avec les capacités d'alimentation en eau potable de la commune. Il engendrera nécessairement une augmentation des consommations mais cela restera non significatif.</p>	
Préservation des périmètres de protection des captages	Non concerné	



Assainissement	<p>La question de l'assainissement n'a pas été clairement répondue. Sur la zone de projet, le système d'assainissement autonome se trouve à proximité des bâtiments d'habitant existants, à l'extrême Sud-Est de la parcelle.</p> <p>Le projet prévoit une zone de constructibilité pour permettre la création de sanitaire commun.</p>	<p><b>E</b> Prévoir une installation autonome d'assainissement non collectif dimensionnée au regard de la capacité d'accueil des hébergements du projet.</p>
Gestion intégrée des eaux pluviales	<p>Sur la zone de projet, la gestion des eaux pluviales se réalise par infiltration à la parcelle.</p>	<p><b>R</b> En cas de dispositif de récupération des eaux pluviales, prévoir un système limitant la prolifération des moustiques</p>
<b>CONCLUSION</b>	<p>Le projet présente une emprise limitée mais localisée en bord d'un étang, au sein d'un secteur humide sensible à proximité d'un affluent de la Cressonne, ce qui nécessite une vigilance particulière vis-à-vis de la trame bleue et des zones humides. En l'absence de mesures, des impacts notables pourraient survenir sur les milieux aquatiques et humides. Pour y répondre, le projet doit s'en tenir à la partie sud du site, éviter l'est particulièrement riche écologiquement, implanter les cabanes en retrait des berges (minimum 5 mètres), et renoncer aux constructions sur pilotis dans l'étang. En complément, une attention devra être portée à la gestion de l'assainissement autonome, dimensionné à la capacité d'accueil.</p>	



**Photographie 5. Extrait de l'analyse des zones humides réalisée sur la zone de projet**

## 4.6. Prévention et réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et technologiques et de protection de la population vis-à-vis de ces risques

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences en l'absence de mesures	Mesures ERC
Réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs vulnérables	La zone de projet n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques. Elle est peu soumise aux risques naturels. Notons une exposition moyenne au retrait-gonflement des argiles. De plus, le projet ne prévoit pas d'aménagement le long du cours d'eau au nord de l'étang. Toutefois, la présence d'un étang et de zones humides rend le site potentiellement sensible à des phénomènes d'engorgement temporaire ou de saturation des sols, notamment en période de fortes pluies. L'installation de cabanes sur pilotis sur l'étang ne semble pas opportun.	<b>E</b> Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin d'éviter tout risque d'inondation, d'érosion des berges, de mouvement de terrain.
Limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement	Sur la zone de projet, la gestion des eaux pluviales se réalise par infiltration à la parcelle.  Le projet ne fait pas mention des matériaux utilisés pour les cheminements et l'espace de stationnement.	<b>R</b> Limiter le nombre de secteurs de constructibilité (pour cabanes et sanitaires) afin de réduire l'imperméabilisation du projet.  <b>R</b> Prévoir des cheminements et des espaces de stationnement avec un revêtement perméable
Prévention du risque incendie	Le site ne fait l'objet d'aucune défense incendie et l'étang n'est pas identifié comme possible secteur de pompage par les pompiers.	<b>E</b> Prévoir un système de défense incendie sur le site.
Maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs d'aléas pour les risques technologiques	Aucune installation classée ne se trouve à proximité de la zone de projet. La zone de projet est située à plus d'un kilomètre de la canalisation de gaz.	
<b>CONCLUSION</b>	Le projet prévoit l'aménagement touristique en bordure et sur l'étang, incluant des cabanes sur pilotis implantées directement sur le plan d'eau. Le site n'est pas concerné par des risques naturels mais sa situation sur l'étang impose une vigilance vis-à-vis du fonctionnement hydraulique local. Il présente toutefois une vulnérabilité modérée liée au retrait-gonflement des	

	argiles et la présence d'un étang expose ponctuellement le secteur à des phénomènes d'engorgement ou de saturation des sols. Le projet maintient l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Il conviendra de préciser les matériaux perméables pour les cheminements et le stationnement. Enfin, bien que le site ne soit pas soumis à un risque incendie identifié, un dispositif de défense incendie devra être intégré, l'étang n'étant pas mobilisable à ce jour par les services de secours.
--	---

## 4.7. Réduction des pollutions et nuisances

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences en l'absence de mesures	Mesures ERC
Réduction des nuisances et pollutions associées à la circulation routière	<p>La zone de projet n'est concernée par aucune infrastructure de transport faisant l'objet d'un classement sonore. Toutefois, elle se situe au bord de la route départementale RD30, modérément fréquentée pouvant être source de nuisances sonores mais supportables (aucun dépassement des seuils réglementaires).</p> <p>Le projet ne fait pas explicitement mention des déplacements internes (motorisés ou non). Il prévoit des cheminements entre chaque cabane en bord d'étang.</p>	<p><b>E</b> Prévoir une marge de recul pour l'implantation des aménagements par rapport à la route départementale.</p> <p><b>R</b> Conserver la haie existante qui borde la route départementale et fait office d'écran visuel et auditif.</p> <p><b>R</b> Détailler les modalités de déplacements internes.</p>
Réduction des pollutions et nuisances liées aux activités	Non concerné. À noter qu'afin de figer l'occupation du sol sur le secteur de projet, les secteurs de constructibilité seront indicés de l'article R161-5 du Code de l'Urbanisme : « Le ou les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées ».	/
Contribution à la santé et à la qualité du cadre de vie des habitants	<p>Au niveau de la zone de projet, on recense une ligne électrique à moyenne tension. Elle traverse la zone de projet au sud-ouest.</p> <p>Sur la zone de projet, la qualité de l'air est bonne, d'après ATMO Bourgogne-Franche-Comté. Le projet ne prévoit pas d'exposer une population à une qualité de l'air dégradé.</p>	<b>E</b> Éloigner l'implantation des aménagements de la ligne électrique.

Prise en compte des sites et sols pollués	Aucun site pollué ou potentiellement pollué n'est répertorié sur la zone de projet ni à proximité, ni aucun ancien site industriel ou activité de service. La zone de projet n'est pas non plus concernée par des obligations réglementaires liées aux parcelles cadastrales (secteurs d'information sur les sols, servitude d'utilité publique).	/
Gestion optimale des déchets	Le projet prévoit la mise à disposition dans les logements de contenants pour le tri (recyclable, verre, non recyclable, compost) et ces déchets seront collectés par le porteur de projet à chaque fin de séjour ou une fois par semaine si le séjour est plus long. Les déchets seront déposés avec ceux du porteur de projet au niveau de la maison individuelle située à l'est faisant l'objet de la collecte en porte-à-porte des ordures ménagères et du tri sélectif. Le verre sera déposé dans un conteneur au village et le compost est réalisé sur la propriété. La clientèle générera des déchets supplémentaires mais qui cela reste limité au regard de l'accueil prévu.	
<b>CONCLUSION</b>	Le projet ne présente pas d'enjeu particulier en matière de nuisances sonores ou de pollution. Situé en bordure de la RD30, il peut être ponctuellement exposé à un bruit routier modéré, sans dépassement des seuils réglementaires. Aucun site ou sol pollué n'est recensé sur le secteur, et la présence d'une ligne électrique moyenne tension ne constitue pas une contrainte majeure au regard de l'implantation des hébergements. Les déchets produits seront limités, proportionnels à la capacité d'accueil du site, et pourront être pris en charge par le service de collecte communal existant. La réglementation des déplacements internes (motorisés ou non) mériterait cependant d'être précisée pour garantir une bonne maîtrise des flux et des nuisances associées. Globalement, le projet reste compatible avec un cadre de vie sain et préservé.	





**Photographie 6. Cheminements existants** (*Mosaïque Environnement*)



**Photographie 7. Futur espace de stationnement** (*Mosaïque Environnement*)



**Photographie 8. Ligne aérienne moyenne tension sur la zone d'étude** (*Mosaïque Environnement*)

## 4.8. Réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences en l'absence de mesures	Mesures ERC
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au bâti	<p>Hors maison individuelle habitée au sud-est du périmètre, la zone de projet ne fait l'objet d'aucune consommation énergétique particulière. Aucune installation de production d'énergie renouvelable ne se trouve sur le site, hormis les panneaux solaires sur la maison individuelle habitée mentionnée.</p> <p>Aucune installation à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre ne se trouve sur la zone de projet.</p> <p>Le projet générera nécessairement des besoins énergétiques supplémentaires mais l'évolution sera peu significative.</p> <p>Le projet ne fait pas mention du type de chauffage.</p> <p>Le site, déjà anthropisé, dispose actuellement d'un compteur et est, ainsi, déjà alimenté en électricité.</p>	<b>R</b> Détailler les modalités de chauffage.
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au secteur des transports	Le projet ne fait pas explicitement mention des déplacements internes (motorisés ou non). Toutefois, il est question de créer des cheminements piétonniers.	<b>R</b> Détailler les modalités de déplacements internes.
Développement des énergies renouvelables	Le projet n'en fait pas mention.	
<b>CONCLUSION</b>	<p>Le projet présente des impacts limités en matière de consommations énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre. Il s'implante sur un site déjà raccordé à l'électricité, avec une faible évolution des besoins énergétiques à prévoir. Aucun système de production d'énergie renouvelable n'est envisagé à ce stade. L'absence de précisions sur les modalités de chauffage et les déplacements internes constitue un point de vigilance à compléter pour garantir la cohérence du projet avec les objectifs de sobriété énergétique. Le développement de cheminements doux est un point positif à renforcer par une clarification des dispositifs mis en œuvre. L'intégration de solutions de chauffage peu émissives et d'énergies renouvelables représenterait un levier d'amélioration environnementale.</p>	



## 4.9. Présentation du projet final

### 4.9.1. Un projet ayant évolué par l'intégration des mesures environnementales proposées

Sur la commune, un porteur de projet privé y résidant depuis 2019 souhaite développer un projet de parc résidentiel de loisirs pour l'implantation de logements insolites sur les bords d'un étang privé en lien avec le tourisme et l'activité de pêche.

Dans le cadre de la procédure réglementaire, une **analyse des incidences notables probables** de la mise en œuvre du projet sur l'environnement a été réalisée. Cette étude a permis d'identifier les enjeux liés à la protection des zones à forte valeur environnementale et de souligner les problématiques posées par l'adoption du projet initial.

En réponse à ces enjeux, le projet a connu **plusieurs évolutions**. Des **mesures ont été intégrées** afin de prévenir (E) les impacts, les réduire (R) ou les compenser (C). Ces ajustements ont permis de faire évoluer le projet initial, qui présentait un certain nombre de risques d'incidences négatives, vers une version finalisée dotée de nouvelles caractéristiques plus respectueuses de l'environnement (détaillées ci-après).

### 4.9.2. Description du projet finalisé

Le projet d'hébergements insolites propose un cadre naturel exceptionnel en bord d'étang, offrant une expérience immersive au cœur de la nature.

Accessible depuis la route départementale, le projet en lui-même et plus particulièrement l'implantation des cabanes, se limite à la partie au sud-ouest de l'étang. **Quatre secteurs constructibles seront délimités** correspondant à l'emplacement des trois cabanes prévues, ainsi qu'un secteur constructible au niveau des dalles béton existantes pour permettre l'installation de sanitaires. Le site est aménagé avec un cheminement permettant de rejoindre d'un côté le parking et de l'autre les cabanes.

L'intimité de chaque espace grâce à la création d'une végétation dense entre les cabanes.

Un travail de renaturation du chemin existant sera réalisé, en cohérence avec les démarches menées ailleurs sur le site.

La zone de projet comprend déjà un compteur électrique, un kiosque, et deux dalles béton qui seront remobilisés dans le cadre du projet.

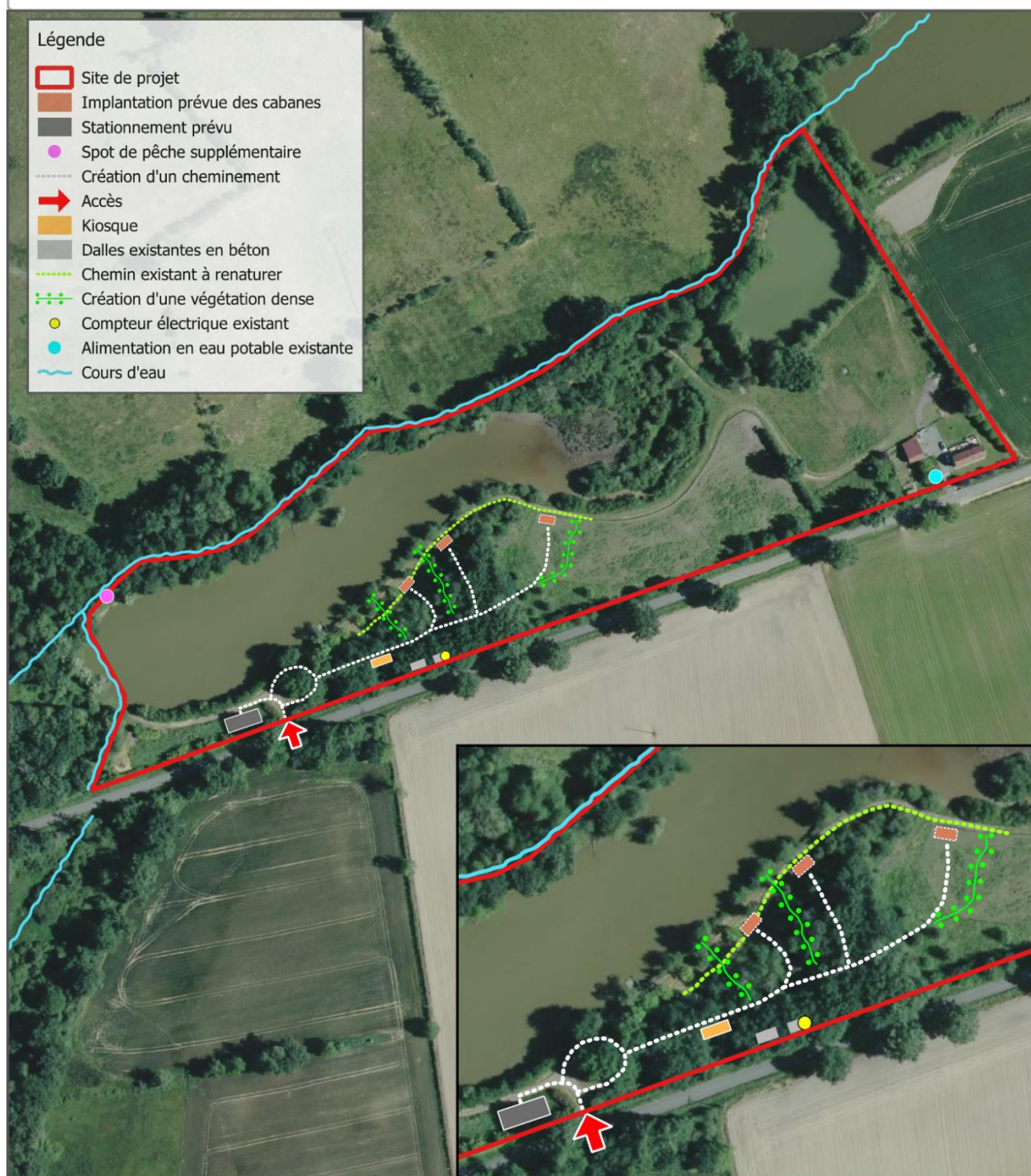
L'alimentation en eau potable sera assurée en tirant les réseaux qui s'arrêtent aujourd'hui aux habitations existantes au sud-est.

Un spot de pêche sera également aménagé, permettant aux visiteurs de profiter pleinement de la quiétude du plan d'eau.

L'ensemble du projet a été conçu pour préserver les milieux naturels environnants tout en valorisant l'activité touristique autour de la pêche et de la nature.

# Présentation du projet

Commune de Montambert



Source : porteur de projet  
Fond : ©Bing Satellite

Réalisation : 31/03/2025



Echelle 1:2 500

0 0,1 0,2 km

**MOSAÏQUE  
ENVIRONNEMENT**  
Conseil & Expertise

Carte 11. Présentation du projet finalisé

### 4.9.3. L'analyse des incidences résiduelles du projet finalisé

L'analyse se concentre désormais sur l'évaluation des incidences résiduelles négatives, c'est-à-dire celles qui persistent après évolution du projet.

#### Un projet qui s'inscrit dans une gestion économe de l'espace

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences du projet final	Mesures ERC
Limitation de la consommation de nouveaux espaces agricoles, naturels et forestiers	<p>Le site est aujourd'hui en zone N (naturelle). Il s'agit d'un terrain privé, occupé par un étang, des espaces herbacés (pâturage par des chevaux) et arborés, le long du ruisseau notamment. Une grande haie borde le tènement le long de la route départementale. Il comporte déjà un cheminement, deux dalles bétons et un kiosque.</p> <p><b>Mesure intégrée</b> : Le projet final prévoit des aménagements désormais uniquement au sud de l'étang, au niveau des aménagements existants. Les dalles béton seront mobilisées pour l'implantation des sanitaires et le kiosque sera préservé. Les parties ouest et est de l'étang ne font plus parties du projet. Il n'est plus question de cabanes sur pilotis sur l'étang.</p> <p><b>Mesure intégrée</b> : Le projet final délimite quatre secteurs constructibles correspondant à l'emplacement des trois cabanes prévues, ainsi qu'un secteur constructible au niveau des dalles béton existantes pour permettre l'installation de sanitaires.</p> <p><b>Mesure intégrée</b> : Le projet prévoit des cabanes de surface habitable de 30 m<sup>2</sup> maximum et d'une terrasse de 10 à 15 m<sup>2</sup>.</p> <p><b>Mesure intégrée</b> : L'emplacement des cabanes a été optimisé afin de limiter l'emprise du cheminement tout en conservant une certaine intimité entre chaque cabane. Le projet final touche une superficie d'environ 0,4 hectare soit une réduction de 0,6 hectare par rapport au projet initial. Le cheminement a été réduit et ne se prolonge plus dans la partie Est de l'étang.</p> <p><b>Incidences résiduelles</b> : Les incidences du projet se limiteront à l'emprise des cabanes, en termes de consommation d'espaces. Au vu de la taille prévue des installations, les incidences sont donc faibles.</p>	/
Développement urbain de proximité	Non concerné.	/
Respect de la morphologie des terrains	<b>Mesure intégrée</b> : Les aménagements seront implantés à une distance d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang.	/

<b>CONCLUSION</b>	<p>L'impact de la révision de la carte intercommunale et du projet sur la consommation d'espace et l'artificialisation est faible. Le projet est concentré au sud de l'étang et au niveau d'installations déjà existantes (dalles béton, cheminement, kiosque). Le nombre de secteurs de constructibilité est limité et la superficie des cabanes est figée. En respectant une marge de recul par rapport aux berges, les incidences du projet se limiteront à l'emprise des cabanes, en termes de consommation d'espaces, ce qui reste peu significatif.</p>
-------------------	---

### Un projet qui minimise ses impacts sur les milieux naturels

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences du projet final	Mesures ERC
Préservation des espaces patrimoniaux et des corridors écologiques, limitation de la fragmentation de ces espaces	<p><b>Mesure intégrée :</b> L'emprise du projet est restreinte à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants. Le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique, est évité.</p> <p><b>Mesure intégrée :</b> Les aménagements seront implantés à une distance d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang. Les berges sont donc préservées ce qui limite le risque d'incidences sur des habitats d'espèces de la ZNIEFF.</p> <p><b>Incidences résiduelles :</b> Les incidences du projet se limiteront à l'emprise des cabanes, en termes d'impact sur la biodiversité. Le projet en tant que tel occupe une superficie d'environ 0,4ha, soit 0,3% de la ZNIEFF. Au vu de la superficie du projet au sein de la ZNIEFF, l'impact sur cette dernière sera faible.</p>	<p><b>R</b> Limiter l'éclairage nocturne des aménagements pour préserver la trame noire.</p>
La prise en compte de la biodiversité dans les aménagements	<p>Le projet tient compte de la biodiversité présente sur le site. Il prévoit de préserver au maximum les arbres en place sauf en cas de nécessité d'abattement pour raison de sécurité des hébergements.</p> <p><b>Mesure intégrée :</b> Le projet prévoit l'implantation de haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère et écologique des cabanes et contribuer à la trame verte à l'échelle du site.</p>	<p><b>R</b> Privilégier des essences locales, non allergènes, faiblement consommatrices en eau.</p> <p><b>R</b> Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p>



## CONCLUSION

Bien que le projet se situe au sein de zones à fort enjeu écologique (ZNIEFF I), son emprise reste très limitée (moins de 1 ha) et a été recentrée pour éviter les secteurs les plus sensibles, notamment à l'est de l'étang. Des mesures de préservation, comme le maintien des arbres existants et la réduction de l'artificialisation, permettent d'envisager une intégration respectueuse de la biodiversité locale. Les impacts résiduels se situeront sur le périmètre des emprises aménageables.

Des impacts résiduels pourront aussi subsister pendant la phase de travaux et en phase d'exploitation avec un possible dérangement de la faune locale (oiseaux, amphibiens) du fait de la présence humaine bien que ce risque soit limité par la faible capacité d'accueil (18 personnes) et l'effet écran de la végétation.

### Un projet qui veille à l'insertion harmonieuse dans son environnement

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences du projet final	Mesures ERC
Préservation et valorisation des valeurs identitaires du paysage	Non concerné, milieux bocager fermé via une haie de tuyas et bambous de grande hauteur occultant les vues sur et depuis la route.	
Préservation du patrimoine local et architectural, archéologique et historique remarquable	Non concerné. La zone de projet ne compte aucun monument ou site classé sur sa superficie. Elle n'est pas en situation de covisibilité.	
Insertion paysagère des futurs projets	<p>La zone de projet correspond à une parcelle privée qui est peu visible depuis la route départementale du fait de la haie dense en bordure de tènement. De plus, le projet prévoit de préserver au maximum les arbres en place ce qui contribue à l'intégration paysagère du projet.</p> <p><b>Mesure intégrée</b> : Le projet prévoit la plantation de haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère.</p> <p><b>Mesure intégrée</b> : Le projet prévoit la réalisation de 3 cabanes en matériau naturel, le bois.</p> <p>Le risque d'incidence paysagère au sein du tènement est donc limité.</p>	<p><b>R</b> Privilégier des essences locales.</p> <p><b>R</b> Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p> <p><b>R</b> Traiter de façon qualitative la zone de stationnement.</p>

## CONCLUSION

Le projet, situé sur une parcelle peu visible depuis l'espace public grâce à une haie dense en bordure, ne porte atteinte ni au patrimoine architectural ni aux valeurs identitaires du paysage local. À travers la plantation de haies arbustives entre les cabanes ainsi que l'installation de cabanes en bois, le risque d'impact paysager des cabanes au sein du tènement est ainsi limité. Une attention particulière sera également à apporter à la zone de stationnement, déjà bordée au sud d'une grande haie.

### Un projet attentif à la ressource en eau et aux milieux aquatiques

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences du projet final	Mesures ERC
Préservation de la trame bleue	<p>La zone de projet se trouve à proximité d'un ruisseau qui constitue un affluent de la Cressonne. Le ruisseau s'écoule ainsi jusqu'au sud du territoire communal, alimente l'étang Gerbault avant de rejoindre la Cressonne. La zone de projet compte deux plans d'eau. Le projet se situe au bord de l'étang le plus grand. L'implantation des cabanes n'est pas prévue au nord de l'étang, où le cours d'eau.</p> <p><b>Mesurée intégrée :</b> Le projet se limite uniquement à la partie Sud de l'étang, et prévoit l'implantation de cabanes au niveau des aménagements existants (dalles béton, kiosque). Il n'est plus question de cabanes sur pilotis sur l'étang, ce qui limite l'importance des infrastructures et cheminements.</p> <p><b>Mesurée intégrée :</b> Le projet prévoit une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang particulièrement humides et pouvant abriter des espèces spécifiques des milieux aquatiques et humides.</p> <p><b>Mesurée intégrée :</b> Le projet ne prévoit aucune cabane au sein de la dépression humide au sud de l'étang. Seul un cheminement la traversera, il sera réalisé en hauteur (ponton), afin de ne pas obstruer l'écoulement des eaux et le fonctionnement de la zone humide.</p>	
Gestion quantitative des ressources	<p>Dans le cadre du projet, il est question d'amener le réseau d'eau potable jusqu'aux nouvelles installations.</p> <p>Le projet est en adéquation avec les capacités d'alimentation en eau potable de la commune. Il engendrera nécessairement une augmentation des consommations mais cela restera non significatif.</p>	

Préservation des périmètres de protection des captages	Non concerné	
Assainissement	<p>Le projet prévoit une zone de constructibilité pour permettre la création de sanitaire commun.</p> <p><b>Mesurée intégrée</b> : Le projet prévoit d'établir une ou des microstations sur site avec la bonne équivalence en habitants, adaptés à la capacité d'accueil du site qui se fixe à maximum 18 personnes.</p>	
Gestion intégrée des eaux pluviales	<p>Sur la zone de projet, la gestion des eaux pluviales se réalise par infiltration à la parcelle.</p> <p>Par ailleurs, en délimitant précisément 4 secteurs de constructibilité et en remobilisant les dalles béton existantes, le projet limite imperméabilisation ce qui favorise l'infiltration des eaux et la recharge des nappes.</p>	<p><b>R</b> En cas de dispositif de récupération des eaux pluviales, prévoir un système limitant la prolifération des moustiques</p>

<b>CONCLUSION</b>	<p>Le projet s'inscrit dans un environnement hydrologiquement sensible, en bord d'étang et à proximité d'un affluent de la Cressonne, mais il intègre plusieurs mesures destinées à préserver la trame bleue et les zones humides. L'implantation est restreinte à la partie sud du site, sur des emprises déjà aménagées, avec un recul de 5 mètres minimum des berges et l'abandon des cabanes sur pilotis. La zone humide en dépression est préservée, avec un cheminement en ponton. L'alimentation en eau potable est compatible avec les capacités communales et l'assainissement sera assuré par des microstations adaptées à la fréquentation maximale prévue (18 personnes). Enfin, la gestion des eaux pluviales repose sur l'infiltration à la parcelle, renforcée par la réutilisation des dalles béton existantes, limitant l'imperméabilisation.</p> <p>Des impacts résiduels pourront subsister, notamment pendant la phase de travaux avec une possible perturbation locale et temporaire des milieux humides (mise en œuvre de cheminements, installation des cabanes).</p>
-------------------	--

## Un projet conscient des risques, appelant à un renforcement de la prévention incendie

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences du projet final	Mesures ERC
Réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs vulnérables	<p>La zone de projet n'est concerné par aucun Plan de Prévention des Risques. Elle est peu soumise aux risques naturels. Notons une exposition moyenne au retrait-gonflement des argiles. De plus, le projet ne prévoit pas d'aménagement le long du cours d'eau au nord de l'étang. Toutefois, la présence d'un étang et de zones humides rend le site potentiellement sensible à des phénomènes d'engorgement temporaire ou de saturation des sols, notamment en période de fortes pluies.</p> <p><b>Mesure intégrée :</b> Le projet prévoit une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin d'éviter tout risque d'inondation, d'érosion des berges, de mouvement de terrain.</p>	/
Limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement	<p>Sur la zone de projet, la gestion des eaux pluviales se réalise par infiltration à la parcelle.</p> <p><b>Mesure intégrée :</b> Les cheminements et l'espace de stationnement seront réalisés à base de matériaux perméables permettant ainsi l'infiltration des eaux de pluie dans les sols. Concernant le cheminement actuel, ce dernier sera renaturé.</p>	/
Prévention du risque incendie	<p>Après échanges avec le SDIS 58 pour définir un système de défense incendie, il a été indiqué que le projet relève des normes d'habitation classiques et non de structure accueillant du public. En effet, les 3 logements seront espacés d'au moins 5 mètres et sont donc considérés comme indépendants les uns des autres. De plus, chaque habitation accueillera 6 personnes au maximum, les normes pour les logements accueillant du public étant applicables pour des structures accueillant au minima 15 personnes. Ainsi, il n'y a donc réglementairement pas de plan de prévention à mettre en place. Toutefois, le risque est toujours existant et il conviendrait d'y pallier.</p>	<b>E</b> Prévoir un système de défense incendie sur le site (extincteurs dans chaque cabane par exemple).
Maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs d'aléas pour les risques technologiques	<p>Aucune installation classée ne se trouve à proximité de la zone de projet.</p> <p>La zone de projet est située à plus d'un kilomètre de la canalisation de gaz.</p>	/



<b>CONCLUSION</b>	<p>Le site du projet n'est pas exposé à des risques naturels majeurs ni concerné par un Plan de Prévention des Risques. Il présente toutefois une vulnérabilité modérée liée au retrait-gonflement des argiles et à la présence d'un étang et de zones humides, exposant ponctuellement le secteur à des phénomènes d'engorgement ou de saturation des sols. Le projet évite les zones les plus sensibles, avec un recul de 5 mètres par rapport aux berges et l'absence d'aménagements en bord de cours d'eau. Pour limiter l'imperméabilisation, il prévoit la réutilisation des emprises existantes et une infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Il prévoit aussi des matériaux perméables pour les cheminements et le stationnement. Enfin, bien que le site ne soit pas soumis à un risque incendie identifié, il serait préférable de prévoir un dispositif de défense incendie (extincteurs par exemple).</p>
-------------------	---

### Un projet respectueux du cadre de vie et de l'environnement

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences du projet final	Mesures
Réduction des nuisances et pollutions associées à la circulation routière	<p>La zone de projet n'est concernée par aucune infrastructure de transport faisant l'objet d'un classement sonore. Toutefois, elle se situe au bord de la route départementale RD30, modérément fréquentée pouvant être source de nuisances sonores mais supportables (aucun dépassement des seuils réglementaires).</p> <p><b>Mesure intégrée :</b> L'implantation des cabanes se fera à distance raisonnable de la route départementale.</p> <p><b>Mesure intégrée :</b> La haie en bordure sud du tènement est préservée, contribuant à masquer la route départementale depuis le site du projet.</p> <p><b>Mesure intégrée :</b> Les déplacements internes motorisés seront limités car autorisés seulement jusqu'à l'espace de stationnement. Les cabanes seront reliées entre elles par des cheminements doux en revêtement perméable. Seule la première partie du cheminement offre un accès en voiture jusqu'à la première cabane accessible aux personnes à mobilité réduite. Le cheminement existant sera renaturé.</p>	/
Réduction des pollutions et nuisances liées aux activités	<p>Non concerné. À noter qu'afin de figer l'occupation du sol sur le secteur de projet, les secteurs de constructibilité seront indicés de l'article R161-5 du Code de l'Urbanisme : « Le ou les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées ».</p>	/
Contribution à la santé et à la qualité du cadre de vie des habitants	<p>Au niveau de la zone de projet, on recense une ligne électrique à moyenne tension. Elle traverse la zone de projet au sud-ouest.</p> <p>Mesure intégrée : Le projet ne prévoit désormais plus d'aménagement à proximité immédiate de cette ligne.</p>	/

	Sur la zone de projet, la qualité de l'air est bonne, d'après ATMO Bourgogne-Franche-Comté. Le projet ne prévoit pas d'exposer une population à une qualité de l'air dégradé.	
Prise en compte des sites et sols pollués	Aucun site pollué ou potentiellement pollué n'est répertorié sur la zone de projet ni à proximité, ni aucun ancien site industriel ou activité de service. La zone de projet n'est pas non plus concernée par des obligations réglementaires liées aux parcelles cadastrales (secteurs d'information sur les sols, servitude d'utilité publique).	/
Gestion optimale des déchets	Le projet prévoit la mise à disposition dans les logements de contenants pour le tri (recyclable, verre, non recyclable, compost) et ces déchets seront collectés par le porteur de projet à chaque fin de séjour ou une fois par semaine si le séjour est plus long. Les déchets seront déposés avec ceux du porteur de projet au niveau de la maison individuelle située à l'est faisant l'objet de la collecte en porte-à-porte des ordures ménagères et du tri sélectif. Le verre sera déposé dans un conteneur au village et le compost est réalisé sur la propriété. La clientèle générera des déchets supplémentaires mais qui cela reste limité au regard de l'accueil prévu.	/

<b>CONCLUSION</b>	Le projet ne présente pas d'enjeu particulier en matière de nuisances sonores ou de pollution. Situé en bordure de la RD30, il peut être ponctuellement exposé à un bruit routier modéré, sans dépassement des seuils réglementaires. Aucun site ou sol pollué n'est recensé sur le secteur, et le retrait des aménagements à proximité de la ligne moyenne tension renforce la sécurité du site. Les déchets produits seront limités, proportionnels à la capacité d'accueil du site, et pourront être pris en charge par le service de collecte communal existant en prévoyant des installations de collecte au niveau des logements. Les déplacements internes motorisés non limités. Globalement, le projet reste compatible avec un cadre de vie sain et préservé.
-------------------	---

### Un projet à faible empreinte énergétique

Critères évaluatifs	Évaluation des incidences du projet final	Mesures ERC
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au bâti	<p>Hors maison individuelle habitée au sud-est du périmètre, la zone de projet ne fait l'objet d'aucune consommation énergétique particulière. Aucune installation de production d'énergie renouvelable ne se trouve sur le site, hormis les panneaux solaires sur la maison individuelle habitée mentionnée.</p> <p>Aucune installation à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre ne se trouve sur la zone de projet.</p> <p>Le projet générera nécessairement des besoins énergétiques supplémentaires mais l'évolution sera peu significative.</p>	/

	<p>Le mode de chauffage sera régi par des pompes à chaleur réversibles.</p> <p>Le site, déjà anthropisé, dispose actuellement d'un compteur et est, ainsi, déjà alimenté en électricité.</p>	
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au secteur des transports	<b>Mesure intégrée :</b> Les déplacements internes motorisés seront limités car autorisés seulement jusqu'à l'espace de stationnement. Les cabanes seront reliées entre elles par des cheminements doux en revêtement perméable. Seule la première partie du cheminement offre un accès en voiture jusqu'à la première cabane accessible aux personnes à mobilité réduite.	/
Développement des énergies renouvelables	<b>Mesure intégrée :</b> Le projet laisse la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques en toiture des hébergements.	/

<b>CONCLUSION</b>	<p>Le projet présente des impacts limités en matière de consommations énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre. Il s'implante sur un site déjà raccordé à l'électricité, avec une faible évolution des besoins énergétiques à prévoir. Aucun système de production d'énergie renouvelable n'est envisagé à ce stade mais le projet laisse la possibilité d'installation. Le mode de chauffage sera régi par des pompes à chaleur réversibles. Les déplacements internes motorisés seront limités et le projet prévoit des cheminements doux.</p>
-------------------	---

## 4.10. Conclusion

Ce projet d'hébergement léger en milieu naturel, bien que localisé dans une zone écologiquement sensible, répond aux principes du développement durable. Il limite l'artificialisation, préserve les milieux naturels et s'intègre dans le paysage avec une empreinte maîtrisée. Des ajustements progressifs ont permis de réduire considérablement les impacts initiaux, et les mesures de prévention environnementale, paysagère et technique mises en œuvre garantissent une compatibilité avec les enjeux locaux. L'accueil limité à 18 personnes, les matériaux choisis, l'emplacement des aménagements, l'assainissement autonome, le renforcement de la végétation arbustive, le recul par rapport aux berges de l'étang ou encore la limitation des cheminements participent à faire de ce projet une initiative respectueuse du site et de ses équilibres.

Un dispositif de défense incendie reste recommandé, bien que le projet ne soit pas soumis à une réglementation spécifique en la matière.







## Chapitre 5. Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000

# 5





Le rapport de présentation : 3° [ ... ] expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

## 5.1. Le réseau Natura 2000

Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée depuis 1992 dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Il comprend 2 types de zones réglementaires :

- les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** pour la conservation des oiseaux sauvages. Les ZPS sont désignées à partir de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) définies par la Directive Européenne 79/409/CEE de 1979 ;
- les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** dédiés à la conservation des habitats naturels. Elles sont définies par la Directive Européenne 92/43/CEE de 1992 relative à la conservation des habitats naturels (forêts, prairies rivières) ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

Le réseau Natura 2000 est donc un ensemble de sites naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques. En France, le réseau Natura 2000 comprend 1753 sites.

## 5.2. Les sites Natura 2000 à Montambert

La partie sud-ouest de la commune est couverte par le **site Natura 2000 ZPS « Vallée de la Loire entre Imphy et Decize »** (FR2612010). La zone de projet n'est concernée par aucun de ces espaces. Le site Natura 2000 mentionné se trouve à 1,5 km de la zone de projet. Dans un rayon de 10km, la commune de Montambert se trouve également à proximité de 2 ZPS et 4 ZSC.

- ZPS - FR2612002 - Vallée de la Loire de Iguerande à Decize
- ZPS - FR8312007 - Sologne bourbonnaise
- ZSC - FR2601015 - Bocage, forêts et milieux humides du Sud Morvan
- ZSC - FR2601008 - Landes sèches et milieux tourbeux du bois du Breuil
- ZSC - FR2601017 - Val de Loire bocager
- ZSC - FR2600966 - Val de Loire nivernais

### Site Natura ZPS « Vallée de la Loire entre Imphy et Decize »

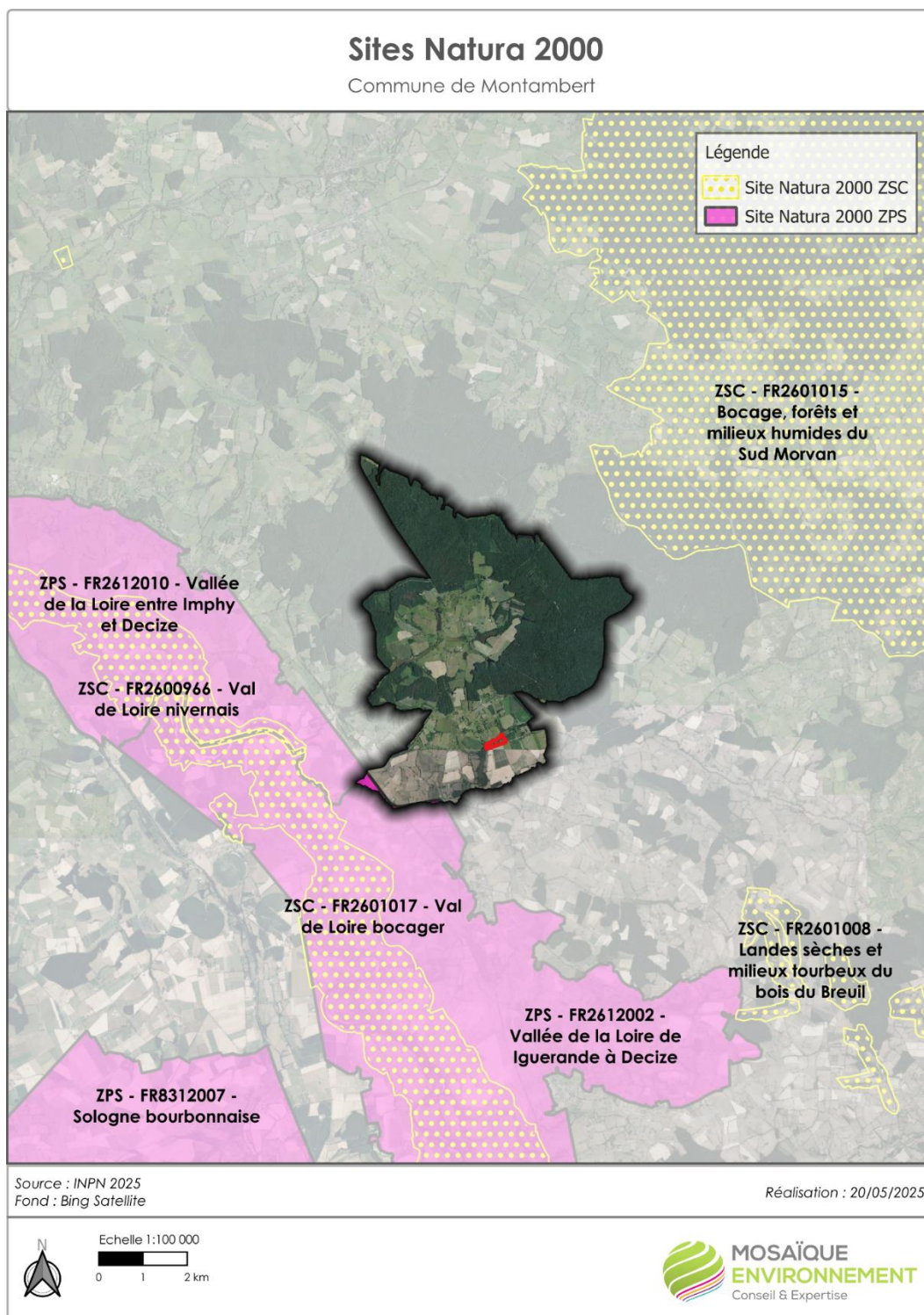
D'une surface de 4 746 ha, le site se trouve dans le sud-ouest du département de la Nièvre. Le site porte sur le lit mineur et une partie du lit majeur de la Loire, sur un linéaire d'environ 25 km en amont de l'agglomération de Nevers. La diversité des habitats naturels issus de la dynamique naturelle de la Loire nivernaise est favorable à de nombreuses espèces oiseaux nicheuses, migratrices ou hivernantes.

- ➔ Espèces du site : *Actitis hypoleucos*, *Circus cyaneus*, *Fulica atra*, *Tringa glareola*, *Dryocopus martius*, *Egretta garzetta*, *Egretta alba*, *Ciconia nigra*, *Chlidonias niger*, *Alcedo atthis*, *Tringa nebularia*, *Pandion haliaetus*, *Sterna hirundo*, *Milvus migrans*, *Actitis hypoleucos*, *Motacilla flava*, *Acrocephalus scirpaceus*, *Lullula arborea*, *Sterna albifrons*, *Ciconia ciconia*, *Lanius collurio*, *Pernis apivorus*, *Charadrius dubius*, *Charadrius dubius*, *Grus grus*, *Tringa ochropus*, *Burhinus oediacnemus*, *Nycticorax nycticorax*, *Numenius arquata*

### Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE pour les sites ZSC à proximité

- ➔ Amphibiens : *Bombina variegata*, *Triturus cristatus*
- ➔ Poissons : *Lampetra planeri*, *Cottus gobio*, *Alosa alosa*, *Salmo salar*, *Petromyzon marinus*
- ➔ Mammifères : *Rhinolophus hipposideros*, *Barbastella barbastellus*, *Myotis emarginatus*, *Myotis myotis*, *Castor fiber*, *Lutra lutra*
- ➔ Reptiles : *Emys orbicularis*
- ➔ Invertébrés : *Margaritifera margaritifera*, *Unio crassus*, *Oxygastra curtisii*, *Coenagrion mercuriale*, *Lycaena dispar*, *Euphydryas aurinia*, *Lucanus cervus*, *Austropotamobius pallipes*,





**Carte 12. Sites Natura 2000**

### 5.3. Évaluation des incidences du projet sur Natura 2000

Un document d'urbanisme est susceptible d'affecter significativement le réseau Natura 2000, lorsqu'il prévoit des possibilités d'urbanisation et d'aménagement à l'intérieur ou à proximité de ce dernier. Les types d'incidences potentielles sont :

**les risques de détérioration et/ou de destruction d'habitats naturels**

Le site Natura 2000 présent au sud du territoire communal est classé en zone naturelle inconstructible dont la vocation est de

d'intérêt communautaire à l'intérieur d'un site Natura 2000 (par consommation d'espaces).	préserver les qualités environnementales et paysagères des secteurs les plus sensibles. La zone de projet n'est située au sein d'aucun site Natura 2000. Les risques mentionnés sont par conséquent faibles.
<b>la détérioration des habitats d'espèces.</b>	La zone de projet n'est située au sein d'aucun site Natura 2000. Le niveau d'incidences sera donc le même que pour les habitats naturels, à savoir faible.
<b>les risques de perturbation du fonctionnement écologique</b> du site ou de dégradation indirecte des habitats naturels ou habitats d'espèces (perturbation du fonctionnement des zones humides, pollutions des eaux ...).	La zone de projet n'est située au sein d'aucun site Natura 2000. Le niveau d'incidences sera donc faible.
<b>les risques d'incidences indirectes des espèces mobiles</b> qui peuvent effectuer une partie de leur cycle biologique en dehors du site Natura 2000 : zone d'alimentation, transit, gîtes de reproduction ou d'hivernage. Ce type de risque concerne notamment la perturbation des oiseaux et des chauves-souris en dégradant les continuités écologiques entre leurs différents biotopes, leurs possibilités de déplacements migratoires et certains habitats utilisés par les espèces qui peuvent éventuellement être situés en dehors du site Natura 2000.	<p>Plusieurs espèces de la faune et de la flore ont justifié la désignation des sites au réseau Natura 2000. Les principaux enjeux concernent les espèces de la faune notamment celles effectuant de grands déplacements, à savoir les chauve-souris (rayons d'action variables suivant les espèces : de 1,5 km pour le Murin de Bechstein - <i>Myotis bechsteinii</i> -, ou encore les oiseaux (200 m à plusieurs kilomètres).</p> <p>Ces espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 trouveront des milieux tout aussi, voire plus, intéressants au sein des sites Natura 2000 qui ont été désignés du fait de leur présence. Il reste probable qu'elles transitent par la zone de projet. De même, les oiseaux fréquentent préférentiellement les espaces boisés et les espaces relais où ils trouvent des refuges (haies, bosquets, arbres isolés, plans d'eau...). Ils pourront donc être amenés à traverser la zone de projet. Toutefois, le projet final (après intégration progressive des mesures ERC) se concentrera sur les abords sud de l'étang et son emprise sera de faible ampleur. Le nord de l'étang comprenant le cours d'eau et sa ripisylve arborée, qui connecte plusieurs étangs jusqu'aux grands boisements, conservera sa fonctionnalité écologique et les continuités ne seront pas perturbées.</p>

**Conclusion :** La révision de la carte intercommunale dans le cadre du projet touristique et de loisirs n'aura pas d'incidences négatives significatives sur l'état de conservation des sites Natura 2000. Les enjeux concernent principalement le déplacement des espèces à long rayon d'action comme les oiseaux et les chauves-souris. Les recommandations générales pour l'aménagement du projet est de préserver les haies et arbres de haute tige.



## Chapitre 6.

# Synthèse des mesures pour éviter, réduire ou compenser







Article R151-3 du code de l'urbanisme	L'évaluation de la révision de la carte intercommunale a permis d'analyser, au fur et à mesure, les effets des évolutions sur l'environnement et de prévenir ses conséquences dommageables, dès l'amont.
Le rapport de présentation :	
5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement	Il s'agit de mesures correctrices, directement appliquées à la conception du document, et qui n'apparaissent pas à la lecture du document final. En complément ont été proposées des mesures pour éviter <b>E</b> , réduire <b>R</b> ou compenser <b>C</b> les incidences négatives résiduelles de la mise en œuvre du plan.

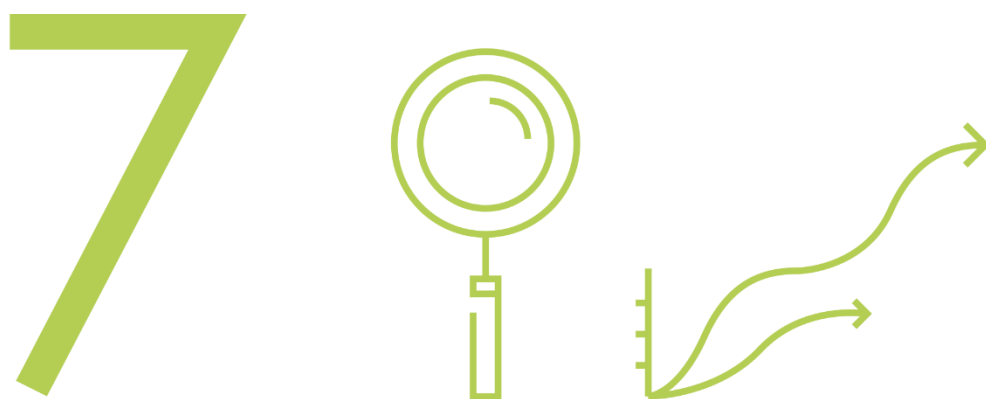
**Tableau 3. Synthèse des mesures ERC**

Thématique	Mesures ERC intégrées	Mesures ERC résiduelles
Cadre physique	<p><b>E</b> Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang pour préserver au maximum le caractère naturel de la zone.</p> <p><b>R</b> Limiter le nombre de secteurs de constructibilité (pour cabanes et sanitaires).</p> <p><b>R</b> Définir clairement l'emprise au sol des aménagements.</p> <p><b>R</b> Optimiser l'emplacement des cabanes afin de concilier la préservation du site, l'intimité entre les cabanes et la limitation de l'emprise du cheminement.</p> <p><b>E</b> Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang.</p>	/
Milieux naturels et biodiversité	<p><b>E</b> Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants pour limiter l'impact sur la ZNIEFF et éviter le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique.</p> <p><b>E</b> Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin de réduire le nombre d'habitats impactés.</p> <p><b>R</b> Intégrer des haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère et écologique des cabanes et contribuer à la trame verte à l'échelle du site.</p>	<p><b>R</b> Limiter l'éclairage nocturne des aménagements pour préserver la trame noire.</p> <p><b>R</b> Privilégier des essences locales, non allergènes, faiblement consommatrices en eau.</p> <p><b>R</b> Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p>
Paysage et patrimoine	<p><b>R</b> Intégrer des haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère des cabanes à l'échelle du site.</p> <p><b>R</b> Définir un aspect extérieur qualitatif des hébergements (matériaux, couleurs).</p>	<p><b>R</b> Privilégier des essences locales.</p> <p><b>R</b> Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p> <p><b>R</b> Traiter de façon qualitative la zone de stationnement.</p>

Ressource en eau	<p><b>E</b> Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants pour éviter le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique.</p> <p><b>E</b> Privilégier une implantation des cabanes sur le tour de l'étang, éviter des constructions au sein de l'étang sur pilotis afin de réduire l'importance des infrastructures et cheminements.</p> <p><b>E</b> Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang particulièrement humides et pouvant abriter des espèces spécifiques des milieux aquatiques et humides.</p> <p><b>E</b> Éviter l'implantation des aménagements et du cheminement au sein de la dépression humide au sud-est de l'étang.</p> <p><b>E</b> Prévoir une installation autonome d'assainissement non collectif dimensionnée au regard de la capacité d'accueil des hébergements du projet.</p>	<p><b>R</b> En cas de dispositif de récupération des eaux pluviales, prévoir un système limitant la prolifération des moustiques</p>
Risques	<p><b>E</b> Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin d'éviter tout risque d'inondation, d'érosion des berges, de mouvement de terrain.</p> <p><b>R</b> Limiter le nombre de secteurs de constructibilité (pour cabanes et sanitaires) afin de réduire l'imperméabilisation du projet.</p> <p><b>R</b> Prévoir des cheminements et des espaces de stationnement avec un revêtement perméable</p>	<p><b>E</b> Prévoir un système de défense incendie sur le site.</p>
Nuisances et pollutions	<p><b>E</b> Prévoir une marge de recul pour l'implantation des aménagements par rapport à la route départementale.</p> <p><b>R</b> Conserver la haie existante qui borde la route départementale et fait office d'écran visuel et auditif.</p> <p><b>R</b> Détailler les modalités de déplacements internes.</p> <p><b>E</b> Éloigner l'implantation des aménagements de la ligne électrique.</p>	/
Énergie et climat	<p><b>R</b> Détailler les modalités de chauffage.</p> <p><b>R</b> Détailler les modalités de déplacements internes.</p>	/



## Chapitre 7. Dispositifs de suivi







<p>Article R151-3 du code de l'urbanisme</p> <p>Le rapport de présentation :</p> <p>6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;</p>	<p>La révision de la carte intercommunale ne constitue qu'une première étape d'une démarche dont la dynamique doit se poursuivre après l'approbation du document.</p> <p>L'accompagnement et le suivi actif de la mise en œuvre des orientations du document, ainsi que l'évaluation de ses effets sur le territoire, font partie intégrante de cette démarche.</p>
--	---

Les indicateurs proposés sont ciblés sur les enjeux prioritaires et/ou les plus susceptibles d'être impactés par la mise en œuvre de la révision de la carte intercommunale, en particulier par l'aboutissement du projet touristique et de loisirs.

**Tableau 4. Dispositif de suivi**

Thématique	Objectif	Indicateur(s)	Source des données	Périodicité
<b>Modération de la consommation de l'espace</b>	Limiter l'artificialisation et préserver les espaces naturels et agricoles	Surface artificialisée (m²) / emprise au sol des constructions / % de surface imperméabilisée	Permis d'aménager, plans cadastraux, SIG urbanisme	À l'autorisation + suivi tous les 5 ans
<b>Préservation de la biodiversité et des milieux naturels</b>	Préserver les habitats naturels et les espèces protégées sur le site, autour de l'étang	Nombre d'espèces observées / présence d'espèces protégées Nombre de visiteurs / occupation des cabanes	Études écologiques, suivis naturalistes (ex : LPO, ONF) Registre de réservation	Tous les 5 ans (printemps)
<b>Protection des ressources en eau</b>	Maintenir une bonne qualité de l'eau, prévenir les risques de pollution	Qualité physico-chimique et biologique de l'eau	ARS, SDAGE, DREAL	Annuelle
<b>Gestion des eaux usées</b>	Assurer un traitement conforme des eaux usées des hébergements	Type d'assainissement / conformité des installations	Rapport technique du prestataire / SPANC	À l'installation + tous les 2 ans
<b>Paysage et intégration</b>	Assurer une bonne intégration paysagère des cabanes	Évaluation paysagère / Retours des habitants ou usagers	Services d'urbanisme, enquêtes publiques ou concertations	À la livraison + 1 an
<b>Gestion des déchets</b>	Éviter les dépôts sauvages, assurer la gestion des déchets des cabanes	Présence de dispositifs de tri / Nombre d'incidents ou dépôts illégaux	Rapport d'exploitation, inspections communales	Annuelle





## Chapitre 8. Méthodes utilisées







## 8.1. Un outil d'aide à la décision



Article R151-3 du code de l'urbanisme : Le rapport de présentation : 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

L'évaluation environnementale de la révision de la carte intercommunale centrée sur la commune de Montambert vise à limiter son impact écologique dès la conception, en identifiant et **hiérarchisant les enjeux environnementaux** du territoire et en analysant **les effets de la démarche et du projet**.

Dans le cadre du projet touristique et de loisirs, cette évaluation vérifie la prise en compte des politiques environnementales, analyse les impacts sur l'environnement, et propose des ajustements pour réduire les effets négatifs et renforcer les effets positifs des orientations retenues.

Le **principe de continuité** garantit une cohérence et transparence tout au long du processus. L'évaluation est **intégrée** dès le début de la réflexion de la procédure et accompagne le bon déroulé de celle-ci selon les principes du développement durable. Elle analyse **en continu** les effets environnementaux, tout en prévenant les conséquences dommageables. Elle sert d'outil d'aide à la décision, orientant les choix sans bloquer le projet, mais en l'améliorant.

Le processus d'évaluation suit une logique **durable et continue** : il commence avec une analyse du contexte environnemental (ex ante), se poursuit avec un suivi, et se termine par un bilan (ex post), chaque phase alimentant la suivante.

L'évaluation environnementale se concentre sur les enjeux majeurs du territoire. Elle ne couvre pas tous les thèmes de façon exhaustive, mais **cible les critères** les plus pertinents selon la sensibilité et l'importance locale des enjeux et projets propres au territoire.

## 8.2. Synthèse des méthodes

### 8.2.1. Articulation avec les plans et programmes

Cette partie de la mission vise à appréhender la bonne prise en compte et/ou compatibilité de la révision avec les documents cadres supra-communaux.

Dans un premier temps ont été sélectionnés les plans et programmes retenus pour cette analyse. Celle-ci a été menée sur la base des documents approuvés et rendus publics à la date de l'exercice.

Au travers de la sélection préalable de ces plans et programmes, il s'agissait d'identifier, le plus en amont possibles les orientations et objectifs auxquels la révision de la carte intercommunale doit répondre, afin de pouvoir vérifier, chemin faisant leur bonne intégration.

### 8.2.1. État initial de l'environnement

Dans un premier temps, il s'agissait de dresser un état initial de l'environnement stratégique, c'est-à-dire non encyclopédique, mais visant les problèmes principaux pouvant se poser sur le territoire, et en particulier sur le site de projet. Chaque thématique a fait l'objet d'une fiche de synthèse (atouts, faiblesses) qui a permis de formuler les enjeux environnementaux présents sur le site de projet, et de s'assurer de la prise en compte de toutes les dimensions environnementales.

Ces enjeux environnementaux ont été hiérarchisés selon le degré d'urgence de l'intervention traduisant la dimension locale de l'enjeu : **faible**, **moyen**, **fort**.

Le site de projet a fait l'objet d'une visite de terrain afin d'appréhender les enjeux environnementaux.

## 8.2.2. Évaluation des incidences

L'évaluation de la révision de la carte intercommunale et du projet repose sur une grille de questionnement permettant d'apprécier les effets du projet sur l'ensemble des sujets de l'état initial de l'environnement.

Elle a été élaborée à partir des enjeux issus de l'état initial de l'environnement et de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme qui définit des objectifs environnementaux pour les documents d'urbanisme (utilisation économe des espaces naturels, agricoles et forestiers, protection des paysages, qualité urbaine, architecturale et paysagère, sécurité et salubrité publiques, prévention des risques, pollutions et nuisances, préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, création, préservation et remise en bon état des continuités écologiques, lutte et adaptation au changement climatique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de l'énergie et développement des sources renouvelables ...). La grille comprend **7 questions évaluatives** (cf. *partie Méthodologie d'évaluation pour le détail de la grille*).

Il a aussi été vérifié l'absence d'incidences négatives sur les sites Natura 2000 du territoire et à proximité.

## 8.2.3. Dispositif de suivi

Les indicateurs de suivi sont choisis selon 3 critères principaux :

1. **Pertinence et utilité** : L'indicateur doit offrir une image fidèle de l'état de l'environnement, des pressions exercées, et des réponses de la société. Il doit être simple à interpréter, permettre de dégager des tendances et refléter les changements dans l'environnement et les activités humaines. Il doit également servir de référence pour des comparaisons locales, régionales ou nationales, et être comparé à une valeur limite ou de référence pour en évaluer la signification.
2. **Justesse d'analyse** : L'indicateur doit reposer sur des bases scientifiques et techniques solides, s'appuyer sur des normes nationales ou internationales et être compatible avec des systèmes de prévision et d'information fiables.
3. **Mesurabilité** : Les données nécessaires doivent être disponibles, de qualité vérifiée, et mises à jour régulièrement selon des procédures fiables. Les indicateurs doivent être accessibles à un coût raisonnable.

Ainsi, les indicateurs de suivi sont choisis pour refléter au mieux l'évolution des enjeux environnementaux du territoire et l'impact de la procédure. Ils doivent être ciblés en fonction des enjeux spécifiques, facilement mobilisables, bien renseignés et restreints en nombre, afin de garantir l'opérationnalité et l'efficacité du suivi.